

UNE NOUVELLE LOI SUR LES ASSURANCES EN PRÉPARATION

Pour une organisation plus précise et adaptée

Une nouvelle loi sur les assurances pourrait bien être adoptée cette année par le Parlement. En effet, c'est sur instructions du Président de la République que l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine afin d'arriver à un texte qui soit aux normes internationales et conforme aux meilleures pratiques en matière de réglementation, a été reporté. P 3



ALGÉRIE-ITALIE

**Vers la réalisation d'un
important projet à
Timimoun**



La participation du Président Tebboune au sommet des sept grands fabricants mondiaux (G7), qui s'est tenu à Bari en Italie, a été couronnée par la signature d'un accord stratégique entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine de l'agriculture. Ce partenariat prévoit la réalisation d'un grand projet dans la wilaya de Timimoun, baptisé "Fondation Mattei Afrique".

P 3

POUR UN MONTANT DE 532
MILLIARDS DA

**Plus de 4.000 projets
accompagnés par FGAR**

Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné, jusqu'au 1er juin dernier, plus de 4.000 entreprises pour un montant global estimé à 532 milliards de dinars, a appris l'APS auprès de cette institution financière.

P 4

PLUSIEURS PROJETS ET
SYSTÈMES MULTIMÉDIA
DÉVELOPPÉS

**L'intelligence artificielle et
le numérique au service
de la santé**

L'Algérie s'emploie, ces dernières années, à adapter son système de santé aux avancées technologiques accélérées que connaît la médecine, notamment en encourageant les chercheurs qui travaillent sur l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et de la technologie numérique dans le domaine de la santé en vue d'améliorer les diagnostics et les soins.

P 5

PROTECTION ET DE PROMOTION
DE L'ENFANCE

**Un plan national
2025-2030 en cours
d'élaboration** P 2

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS LIÉES À L'IA

**Le FMI appelle à
davantage de protection
sociale** P 4

EXPORTATION DE GAZ NATUREL PAR
GAZODUCS

**L'Algérie,
deuxième fournisseur
de l'Europe** P 16

MÉTALUX PRÉCIEUX
L'or en baisse, les investisseurs attendent les données américaines

Les prix de l'or ont baissé lundi alors que les investisseurs attendent de nouvelles données économiques américaines, tandis que les rapports de la semaine dernière ont montré que l'inflation se stabilisait, renforçant les attentes, selon lesquelles la Réserve fédérale réduirait les taux d'intérêt plus tard cette année. L'or au comptant était en baisse de 0,5% à 2.321,11 dollars l'once, après avoir augmenté de plus de 1% vendredi. Les contrats à terme sur l'or américain ont chuté de 0,6% à 2.335,30 dollars. Les données sur les ventes au détail aux Etats-Unis sont attendues mardi, les inscriptions hebdomadaires au chômage jeudi. Plusieurs responsables de la Fed devraient également s'exprimer cette semaine. "Avec l'émergence de certains signes de faiblesse dans l'économie américaine, qui pourraient affaiblir le dollar américain et également accroître les attentes de baisses de taux à l'avenir, l'or est dans une excellente position pour en profiter", estiment des analystes. Les données publiées la semaine dernière ont montré un certain affaiblissement des pressions sur les prix aux Etats-Unis, suggérant que le marché du travail perdait de son élan, entretenant l'espoir d'une baisse des taux en septembre. Le président de la Fed de Minneapolis, Neel Kashkari, a déclaré dimanche qu'il était "raisonnable" que la banque centrale américaine réduise ses taux d'intérêt une fois cette année, en attendant décembre pour le faire. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 1,4% à 29,13 dollars l'once, le platine a baissé de 0,5% à 953,30 dollars et le palladium a perdu 0,1% à 889,21 dollars.

RE

PROTECTION ET DE PROMOTION DE L'ENFANCE

Un plan national 2025-2030 en cours d'élaboration

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi a mis en avant les acquis réalisés par l'Algérie en matière de protection et de promotion de l'enfance, érigeant ainsi son expérience en «modèle à suivre».

Synthèse Slimane T

«Les importants acquis réalisés au double plan législatif et institutionnel dans notre pays sont un modèle à suivre», a précisé Mme Cherfi à l'APS, à l'occasion de la journée mondiale de l'enfant africain, célébrée le 16 juin, soulignant l'intérêt majeur dont jouit l'enfance dans les politiques nationales, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La déléguée nationale a salué, dans ce sillage, les efforts de l'Etat et les réalisations accomplies dans ce domaine, à l'image de l'arsenal juridique «solide» mis en place. Dans ce cadre, elle a cité la loi n 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant, en vertu de laquelle l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE) a été créé, soulignant que la Constitution de 2020 avait consacré le principe de «l'intérêt suprême de l'enfant» et «renforcé les droits de cette catégorie». A ce titre, la même responsable a considéré que les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine

de l'enfance «se traduisent par des indicateurs positifs sur le terrain, conformément aux dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) et aux objectifs de développement durable "ODD 2030"». «L'Algérie a ratifié l'ensemble des conventions internationales relatives à l'enfance» dont la Convention relative aux droits de l'enfant, ce qui dénote «la volonté de l'Etat à assurer une meilleure prise en charge à cette catégorie», a ajouté Mme Cherfi. Elle a précisé, à cet effet, que les programmes nationaux «placent les droits fondamentaux de l'Enfant au centre de leurs préoccupations», notamment «la scolarisation obligatoire et gratuite, l'accès aux soins et l'accompagnement psychosocial de tous les enfants», y compris ceux à besoins spécifiques, mettant l'accent sur l'importance de prendre en charge les aspects culturel et de divertissement. Selon Mme Cherfi, ces programmes visent également, à travers les mesures prises, à «renforcer la prévention au profit de la catégorie des enfants et à assurer les conditions indispensables à sa croissance et à sa prise en charge de sorte à ce qu'elle bénéficie d'une bonne socialisation dans un en-

vironnement sain et sûr». Dans ce contexte, l'intervenante a souligné la contribution de l'ONPPE dans «le renforcement de la coordination entre tous les intervenants en matière d'enfance, à travers sa commission permanente composée des représentants de différents secteurs ministériels, d'instances et d'associations et qui veille à la concrétisation des programmes nationaux de protection et de prise en charge de l'enfance». Elle a, à ce propos, précisé que l'instance s'attelle à «élaborer un plan national de l'enfance 2025-2030 qui définit les orientations stratégiques et les priorités nationales de prise en charge optimale des questions de l'enfance, conformément aux objectifs du développement durable (ODD)». La déléguée nationale à la protection de l'enfance a également rappelé certains mécanismes mis en place par l'instance, dans le but «d'écouter et de prendre en charge en temps réel les préoccupations des citoyens dans le domaine de l'enfance ainsi que de prodiguer les orientations et conseils indispensables, à l'instar du numéro vert 11-11 pour signaler toute atteinte aux droits de l'enfant».

ISSUS DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER

Quelque 3.200 touristes accueillis à Taghit

Quelque 3.200 touristes issus de la communauté nationale établie à l'étranger ont séjourné dans la région de Taghit (97 km au sud de Béchar), au terme de la saison du tourisme saharien, a-t-on appris lundi des acteurs locaux du secteur du Tourisme. Ces touristes, répartis en plusieurs

contingents, ont été accueillis au niveau d'un hôtel du chef-lieu de la commune de Taghit, dans le cadre d'un programme effectué en collaboration des agences de voyages et de tourisme, grâce à la réduction exceptionnelle de 50% proposée par la compagnie publique de transport aérien "Air Algérie", durant la période allant du 10 mars au 13 avril derniers, sur les billets des vols internationaux à destination de l'Algérie, au profit des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a précisé à l'APS le directeur de l'hôtel.

Ce programme leur a permis en plus de renouer avec la culture de leur pays d'origine, de découvrir les sites touristiques, naturels et historiques de Taghit, et les différentes facettes du patrimoine culturel matériel et immatériel de cette région à haut potentiel touristique, a souligné Djamel Abassi.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

Tassili Travail Aérien réceptionne six avions bombardiers d'eau

Tassili Travail Aérien a annoncé sur sa page Facebook avoir réceptionné durant le week-end dernier, un escadron d'Air Tractor 802, des avions destinés à la lutte contre les feux de forêts.

«L'escadron s'est posé au niveau de la base Sayada de Tassili Travail Aérien», explique-t-on de même source précisant la réception prochaine, de six autres avions de ce type. D'une capacité de 3000 litres d'eau à larguer,

le AT sera mis à la disposition du commandement de lutte contre les feux de forêts en été et répartis entre les bases de Béjaïa, Chlef et Annaba pour couvrir les zones à grand risque d'incendies.

SONELGAZ

Renforcement du réseau électrique avec 47 nouveaux transformateurs à Relizane

Le réseau électrique de la wilaya de Relizane a été renforcé par la réalisation de 47 nouveaux transformateurs, en prévision de la saison estivale, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). La cellule de communication de Sonelgaz a indiqué que cette dernière a réalisé, dans le cadre de la préparation de la saison estivale, 47 nouveaux transforma-

teurs électriques, la maintenance de 516 autres et le renouvellement de 40 autres, à travers différentes régions de la wilaya. Afin d'éviter toute perturbation dans l'alimentation en énergie électrique, lors de cet été, un plan a été mis en œuvre à travers la concrétisation de projets d'amélioration de la qualité du service fourni au client touchant des infrastructures électriques. Il s'agit ainsi de renouvellement de 20 km du ré-

seau électrique de basse et moyenne tensions, la maintenance de 664 km de ce réseau de moyenne tension et 488 km de basse tension, la restructuration de 48 km de réseau électrique et le confortement d'environ 26 km, outre la pose de 60 points de départ principaux d'une longueur de 26 km, afin de réduire la tension sur le réseau, selon la même source.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE NOUVELLE LOI SUR LES ASSURANCES EN PRÉPARATION

Pour une organisation plus précise et adaptée

Une nouvelle loi sur les assurances pourrait bien être adoptée cette année par le Parlement. En effet, c'est sur instructions du Président de la République que l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine afin d'arriver à un texte qui soit aux normes internationales et conforme aux meilleures pratiques en matière de réglementation, a été reporté.

Par Réda Hadi E.

Tous sont unanimes à dire que le secteur des assurances, qui sera doté prochainement d'un nouveau cadre juridique, actuellement en cours d'enrichissement, doit être régi par des règles de bonne gouvernance tout en renforçant l'autorité de contrôle du marché, soulignent des experts en assurances, qui mettent en garde contre certaines pratiques pouvant porter préjudice aux assureurs eux-mêmes et au Trésor public.

Ces spécialistes ont également relevé l'importance de la récente décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, de reporter l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine afin d'arriver à un texte qui soit aux normes internationales et conforme aux meilleures pratiques en matière de réglementation. Selon Mokhtar Naouri, expert et ex P-dg de Cash assurances, il faut une amélioration de l'environnement de l'assurance d'une part, et de la gouvernance et du management des compagnies d'assurances. Et en cela, il plaide pour l'introduction de règles de bonne gouvernance et pour un renforcement de l'actuelle autorité de contrôle du marché, qui est la Commission de supervision des assurances, par un nombre suffisant de contrôleurs ayant de fortes compétences en mathématiques et en actuariat.

Le principe de l'adoption d'une nouvelle loi

est sur la table depuis des années mais l'échéance a été repoussée car les acteurs du secteur sont convaincus qu'une étude approfondie de ses articles et dispositions est nécessaire. Au premier trimestre 2021, le du marché national des assurances, toutes activités confondues, totalise une production s'élevant à plus de 43,5 milliards de DA, contre 40,4 milliards de DA enregistrée à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 7,7%. Les acteurs du marché n'ont eu cesse de noter que cette production est en deçà du potentiel assurable.

Des experts soulignent que cette loi devrait statuer sur l'introduction de facilités pour étoffer le réseau de distribution et introduire la notion de producteur d'assurances de personnes et des nouveautés comme les comparateurs d'assurance et imposer l'obligation de recours à la coassurance.

Dans un entretien accordé récemment à la revue asiatique spécialisée dans les assurances, Asia Insurance Review, le ministre des Finances a précisé que parmi les réformes principales attendues dans ce cadre, la mise en place d'une autorité de supervision du marché "plus autonome et davantage indépendante".

Cette autorité devrait conférer au marché des assurances une plus grande transparence et une neutralité totale, en faisant le distinguo entre les missions de l'Etat régulateur et contrôleur et celles de l'Etat actionnaire unique dans les sociétés publiques d'assurance.

Cette instance, a-t-il précisé, doit à l'instar de ce qui se fait dans le monde, publier un rapport annuel sur le contrôle des compagnies d'assurance en indiquant le nombre, la nature et la durée des contrôles effectués et en relevant les types d'insuffisances relevés, les infractions commises, les amendes et autres sanctions infligées aux compagnies d'assurance.

Pour sa part, l'économiste et expert en assurances, Fayçal Fatnassi a souligné que dans un contexte où la numérisation et l'innovation transforment rapidement le paysage des assurances, "il est essentiel" que l'Algérie dispose d'une réglementation moderne et adaptée pour favoriser le développement durable du secteur.

Cela, a-t-il insisté, requiert un équilibre délicat entre la promotion de la concurrence et la protection des assurés, ainsi qu'une surveillance efficace pour prévenir les abus et garantir la stabilité du secteur.

Interrogé sur le rôle que doivent jouer les sociétés d'assurances pour l'amélioration du service à la clientèle et pour que cette activité ne soit pas limitée à la collecte des fonds auprès des assurés, M. Fatnassi a préconisé une action plus soutenue des compagnies d'assurances et des associations professionnelles en matière de sensibilisation des consommateurs notamment sur les termes et conditions des polices, ainsi que sur l'importance de l'assurance pour la protection des biens et des personnes.

GLOBAL AGRIBUSINESS
DU 27 AU 28 JUIN AU
BRÉSIL

Les opérateurs algériens invités à prendre part au Forum de Sao Paulo

La Chambre algérienne du Commerce et de l'Industrie (CACI) porte à la connaissance des opérateurs économiques algériens que le Forum-GAF Global Agribusiness se tiendra du 27 au 28 Juin 2024 à São Paulo, Brésil.

A cet effet, la CACI invite les opérateurs économiques algériens à prendre part à cette manifestation qualifiée de «plus grand événement dans le domaine d'agroalimentaire» notant qu'il est «également un Festival de référence en matière de culture, musique et gastronomie».

Selon la même, durant ce Forum, il est prévu l'organisation de débats sur l'impact des changements climatiques sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, les nouvelles technologies, l'accès aux marchés et autres.

Aussi, une exposition commerciale sera organisée qui connaîtra la participation de plus de 60 exposants du domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui contribuent au développement du secteur d'agroalimentaire.

ALGÉRIE-ITALIE

Vers la réalisation d'un important projet à Timimoun

Par Mourad A.

La participation du Président Tebboune au sommet des sept grands fabricants mondiaux (G7), qui s'est tenu à Bari en Italie, a été couronnée par la signature d'un accord stratégique entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine de l'agriculture. Ce partenariat prévoit la réalisation d'un grand projet dans la wilaya de Timimoun, baptisé "Fondation Mattei Afrique". Ce projet, qui s'étendra de 2024 à 2028, vise à produire des céréales et des légumineuses, ainsi qu'à développer les industries alimentaires, selon le communiqué de la présidence de la République. Cet accord a pour objectif de renforcer les relations bilatérales historiques entre l'Algérie et l'Italie et de promouvoir l'autosuffisance économique nationale.

Cet accord vient renforcer les liens historiques, économiques et culturels entre l'Algérie et l'Italie. Les relations politiques entre les deux pays sont généralement cordiales et basées sur une

coopération bilatérale solide. Les échanges culturels et académiques illustrent également l'importance de la compréhension et de l'interaction mutuelles. Sur le plan économique, l'Italie est un partenaire commercial majeur pour l'Algérie, particulièrement dans le domaine énergétique. En effet, l'Algérie est l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Italie, et les deux pays ont signé plusieurs accords pour sécuriser cet approvisionnement énergétique. De plus, de nombreuses entreprises italiennes investissent en Algérie dans les secteurs de la construction, de l'ingénierie et des infrastructures. Ainsi, les relations algéro-italiennes se caractérisent par une coopération multidimensionnelle et dynamique, avec des perspectives de renforcement dans divers domaines, promettant un avenir de collaboration encore plus étroit et fructueux.

Depuis l'élection d'Abdelmadjid Tebboune à la présidence de l'Algérie en décembre 2019, les relations algéro-

italiennes ont connu plusieurs développements notables. Les accords signés depuis 2020 ont principalement couvert les domaines économique, énergétique et migratoire. En janvier 2021, les deux pays ont signé un accord pour promouvoir les investissements italiens en Algérie dans des secteurs tels que l'industrie, l'énergie et l'agroalimentaire, visant à renforcer la coopération économique bilatérale et à encourager les échanges commerciaux. En octobre 2021, un protocole d'accord dans le domaine de l'énergie a été signé, prévoyant la coopération dans les secteurs de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et du gaz naturel, consolidant ainsi le rôle de l'Italie comme partenaire clé pour l'Algérie dans le domaine énergétique. Les accords migratoires ont également été un sujet de discussion important, avec des négociations sur la gestion des flux migratoires, la lutte contre l'immigration irrégulière et la protection des droits des migrants.

En 2022, un accord significatif a été

conclu entre Stellantis, le groupe automobile italo-français auquel appartient Fiat, et le gouvernement algérien pour établir une usine de production de voitures Fiat en Algérie. Cet accord vise à relancer l'industrie automobile nationale, à diversifier l'économie du pays et à réduire la dépendance vis-à-vis des importations de véhicules. Il offre également à Fiat une opportunité stratégique d'expansion sur le marché africain. Parallèlement, dans le domaine énergétique, depuis le début de la guerre en Ukraine, les accords entre Sonatrach et ENI ont pris une importance stratégique majeure. Ces accords ont permis de sécuriser les approvisionnements en gaz pour l'Italie et l'Europe, tout en renforçant les capacités de production de gaz en Algérie et en diversifiant les investissements dans les énergies renouvelables. Ces développements illustrent la coopération étroite et mutuellement bénéfique entre l'Algérie et l'Italie dans le contexte énergétique mondial actuel.

L'euro et les devises européennes périphériques se stabilisent

L'euro reprenait un peu de hauteur, lundi, de même que plusieurs devises émergentes du Vieux continent, lors d'une forme de stabilisation fragile après une semaine mouvementée. Vers 19H55 GMT, la monnaie unique gagnait 0,27% face au billet vert, à 1,0732 dollar pour un euro. Toujours contre la devise américaine, la couronne tchèque s'élevait de 0,36%, le forint hongrois de 0,74% et le zloty polonais de 1,02%.

ALGÉRIE TÉLÉCOM
Les agences commerciales d'AT ouvertes les 2e et 3e jours de l'Aïd El-Adha

Algérie Télécom a indiqué, samedi dans un communiqué, qu'une permanence sera assurée au niveau de ses agences commerciales pendant le deuxième et le troisième jour de l'Aïd El-Adha et ce, pour garantir la continuité de ses services. Pour la région nord du pays, la permanence sera assurée de 10h00 à 15h00, précise le communiqué. Les agences commerciales concernées à Alger sont celles de Bachdjerah, Bordj El Bahri, Dar El Beida, Ben M'hidi, Bir Mourad Raïs, Ain Naâdja, Zeralda, Ben Aknoun, Ouled Fayet, ajoute la même source, soulignant que la permanence au niveau des autres wilayas sera assurée par les agences chefs-lieux. Pour les régions du sud du pays, les agences commerciales concernées par la permanence sont celles des chefs-lieux des wilayas, et ce de 08h00 à 12h00, note le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

POUR UN MONTANT DE 532 MILLIARDS DA

Plus de 4.000 projets accompagnés par FGAR

Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné, jusqu'au 1er juin dernier, plus de 4.000 entreprises pour un montant global estimé à 532 milliards de dinars, a appris l'APS auprès de cette institution financière. Le dernier bilan du FGAR a montré que, depuis le début de son activité en 2004 jusqu'au 1er juin courant, il a accompagné 4.008 entreprises ayant bénéficié de crédits bancaires d'un montant de 339 milliards de dinars, avec des garanties financières dépassant 147 milliards de dinars, permettant à l'ensemble de ces projets de créer 111.797 emplois. Selon la même source, ces projets sont répartis entre 1.805 projets accompagnés dans les wilayas du Centre, 1.123 projets

dans les wilayas de l'Est du pays, tandis que 768 projets ont bénéficié d'un accompagnement dans les wilayas de l'Ouest et 312 projets dans les wilayas du Sud du pays. Concernant la répartition des projets bénéficiaires, selon la nature de l'activité, le bilan du FGAR montre que 2.190 projets ont été accompagnés dans le secteur industriel, 936 projets dans le secteur des services, 708 projets dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, ainsi que 174 projets dans le secteur de l'agriculture et de la pêche. Le FGAR avait récemment signé un accord de coopération avec la Fondation algérienne d'appui à la jeunesse et au développement de l'entrepreneuriat (AFYE) (organisation non gouvernementale à caractère social et économique), dans le UNESCO

but d'accompagner les jeunes souhaitant investir, d'éliminer les obstacles au financement de projets et de renforcer la présence des représentants du fonds au niveau des différentes wilayas du pays. A noter que le FGAR a été officiellement créé en novembre 2002 avant d'entrer effectivement en service en mars 2004, dans le but de faciliter l'obtention de prêts bancaires aux PME et de permettre aux banques de contribuer au partage de risques liés au financement des PME grâce aux garanties financières fournies. Le fonds accompagne également les PME algériennes et les assiste dans la structuration financière de projets viables, leur permettant de lancer leurs activités et les développer dans un environnement concurrentiel complexe.

Le coût mondial de la déscolarisation et des lacunes éducatives atteint 10.000 milliards \$ par an

Alors que 250 millions d'enfants et de jeunes à travers le monde sont toujours exclus du système scolaire, un rapport publié lundi par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) analyse pour la première fois le coût pour l'économie et les conséquences sociales des carences éducatives, appelant

les Etats membres de l'organisation à rompre au plus vite avec "le cercle vicieux" de la déscolarisation. Dans ce nouveau rapport intitulé "Le prix de l'inaction : les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas", l'UNESCO chiffre à 10.000 milliards de dollars américains par an à horizon 2030 le coût de la dés-

colarisation et des lacunes éducatives pour l'économie mondiale. A l'inverse, le rapport estime que réduire de seulement 10 % la proportion de jeunes quittant prématurément l'école ou n'ayant pas acquis les compétences de base permettrait d'augmenter la croissance annuelle du PIB de 1 à 2 points. "L'éducation apparaît donc comme l'un des meilleurs investissements qui peuvent être faits par un pays". Au-delà des considérations financières, le rapport alerte sur les importants dégâts sociaux engendrés par ces carences éducatives. Les lacunes dans l'acquisition des compétences de base sont associées, au niveau mondial, à une augmentation des grossesses précoces chez les jeunes filles, tandis que chaque année d'enseignement secondaire contribue à réduire le risque que les filles se marient et aient un enfant avant l'âge de 18 ans. "10.000 milliards de dollars par an : le coût mondial de la déscolarisation et des lacunes éducatives est vertigineux. Et à ces considérations financières s'ajoutent d'importants dégâts sociaux.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS LIÉES À L'IA

Le FMI appelle à davantage de protection sociale

Des mesures fiscales de protection sociale ont un "rôle majeur à jouer" pour contrebalancer les risques posés par l'IA (Intelligence artificielle), et notamment une hausse des inégalités, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) lundi. Sans régulation, l'intelligence artificielle générative, popularisée par ChatGPT et d'autres outils similaires, pourrait provoquer des suppressions d'emplois chez les professions diplômées, estime le FMI dans une note. Pour faire face à cela, les gouvernements devraient envisager de mettre en place de nouvelles recettes pour financer un filet de protection sociale destiné à ceux qui perdent leur emploi, recommandent les auteurs. "La politique fiscale a un rôle majeur à jouer pour soutenir une répartition plus équitable des gains et des opportunités liés à l'intelligence artificielle générative", relève la note. "Mais cela demande d'importantes modifications des systèmes fiscaux et de protection sociale à travers la planète", ajoute-t-elle. Le FMI appelle notamment à relever les indemnités d'assurance-chômage et l'investissement dans la formation pour préparer les travailleurs "aux emplois de l'ère de l'IA". Le Fonds se prononce cependant contre un impôt spécifique sur l'IA, proposé par des chercheurs, estimant que cela touche-

rait à la croissance de la productivité. Il suggère à l'inverse de s'en prendre aux niches fiscales qui encouragent des suppressions d'emplois. Le FMI soutient également une hausse des impôts sur les revenus du capital afin de "contrebalancer la hausse des inégalités de richesses".

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Juin 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	دج / كغ	دج / كغ	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	85	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	98	74	الطماطم	
	Oignon sec	70	79	61	البصل الجاف	
	Ail sec	401	458	345	الثوم الجاف	
	Ail vert	114	129	99	الثوم الأخضر	
	Carotte	70	79	61	الجزر	
	Navet	130	142	119	لفت	
	Poivron	136	149	124	الفلفل الأخضر	
	Piment	159	178	140	الفلفل الحار	
	Courgette	97	108	86	الكوسة	
	Haricot vert	212	229	195	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	135	149	120	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	452	575	330	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	546	673	419	التمر	
	Melon	126	143	109	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	101	78	البطيخ الاحمر	
	Banane	328	344	312	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1841	1556	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	335	347	322	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

PLUSIEURS PROJETS ET SYSTÈMES MULTIMÉDIA DÉVELOPPÉS

L'intelligence artificielle et le numérique au service de la santé

L'Algérie s'emploie, ces dernières années, à adapter son système de santé aux avancées technologiques accélérées que connaît la médecine, notamment en encourageant les chercheurs qui travaillent sur l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et de la technologie numérique dans le domaine de la santé en vue d'améliorer les diagnostics et les soins.

Par R.E.

Des chercheurs ont indiqué à l'APS travailler essentiellement sur les moyens permettant de tirer parti des progrès technologiques au service de la santé en vue d'améliorer les diagnostics et d'optimiser la prise en charge des patients. Parmi eux, le Directeur de la Division "Systèmes d'information et systèmes multimédia" au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CE-RIST), Abdelkrim Meziane, qui a précisé que les chercheurs algériens œuvraient en permanence à "intégrer la technologie numérique dans les services de santé" conformément à ce qui se fait à l'échelle mondiale. Pour illustrer son propos, il a évoqué un projet de système technologique, développé au niveau du Centre, pour la rééducation des membres supérieurs après un AVC. En associant leurs mouvements à ceux des avatars créés par ce système, les patients peuvent retrouver leurs fonctions motrices grâce aux Serious Games, qui ont pour objectif d'améliorer la motivation des patients, a expliqué le chercheur. Les Serious Games comprennent plusieurs niveaux, qui dépendent du degré d'interaction du patient et du temps qu'il met à accomplir les tâches qui lui sont assignées, a-t-il précisé, soulignant que le recours à la réalité virtuelle permettait aux patients d'effectuer leurs exercices à distance sans avoir à se déplacer dans des structures spécialisées. Ce système technologique s'inscrit dans le cadre du projet de doctorat d'une étu-

diant de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB). Toujours au niveau du CERIST, l'équipe de la Division "Théories et ingénierie des systèmes informatiques" a travaillé sur le projet DIAG, sous la direction du chercheur Saïd Yahiaoui, en collaboration avec des étudiants de la faculté de médecine de l'Université d'Alger 1. Ce projet permet de diagnostiquer les maladies pulmonaires à l'aide de l'intelligence artificielle et de la réalité virtuelle et augmentée, qui offrent la possibilité de visualiser les images médicales en 3D. L'intérêt du programme DIAG est qu'il permet de détecter avec précision les parties touchées du poumon (indétectables à l'œil nu) et de déterminer le taux d'atteinte en moins de 30 secondes". Autre projet, celui développé par l'équipe "Interaction homme-système et réalité virtuelle et augmentée" (IRVA) de la Division "Productique et Robotique" au Centre de développement des technologies avancées (CDTA). Il consiste en la mise au point d'une application permettant de détecter avec précision les tumeurs au cerveau en s'appuyant sur les techniques de la réalité virtuelle et augmentée, a fait savoir la chercheuse Kahina Amara, ajoutant que la modélisation 3D obtenue grâce à cette application facilitait la tâche des médecins. De son côté, l'enseignante-chercheuse Fatiha Alim Ferhat de l'équipe de recherche "Algorithmes d'analyse d'image" a précisé qu'il s'agissait pour les chercheurs du Centre de "développer un outil d'aide à la décision médicale permettant d'accélérer l'ana-

lyse des IRM avec une précision remarquable", rappelant la création, par son équipe, d'une application qui aide à la détection précoce du cancer de sein. Le responsable de la Division "Télécom" au CDTA, Farid Harizi, a, quant à lui, passé en revue, un ensemble de systèmes et d'applications visant à contribuer à l'amélioration de l'état du malade, dont une application qui aide à lire les électrocardiogrammes (ECG) et un système d'assistance aux personnes âgées, qui scrute leurs mouvements et envoie automatiquement un SMS d'alerte à leurs proches en cas de détection d'une chute. Pour sa part, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Pr. Kamel Sanhadji, a souligné l'importance cruciale de la collecte et du partage des données de santé pour un déploiement efficace de l'IA dans le domaine de la santé en Algérie qui permette l'amélioration des diagnostics, la détection précoce des maladies et la mise en place de plans de prévention et de traitement personnalisés. Et de préciser, à ce propos, que l'Agence nationale de sécurité sanitaire, qui compte des ingénieurs de différentes spécialités, s'attelait à "la création d'un centre de données et d'une plateforme technologique moderne de collecte, d'analyse et d'échange des données algériennes sur la santé des citoyens et des données liées aux facteurs impactant la sécurité sanitaire", expliquant que "l'analyse des données recueillies permettra de révéler les interactions entre les différentes variables, de surveiller le développement de certaines maladies et d'anticiper les crises sanitaires".

AFREXIMBANK

Une croissance moyenne de 3,8% pour l'Afrique en 2024

La croissance économique moyenne de l'ensemble des pays africains devrait atteindre 3,8% en 2024, soit légèrement supérieure à la croissance mondiale attendue de 3,2%, selon les prévisions de la banque panafricaine d'import-export, Afreximbank. Dans ses deux dernières publications intitulées "Rapport 2024 sur le commerce africain" et "Rapport 2024 sur les perspectives économiques et commerciales en Afrique", lancées lors des Assemblées annuelles d'Afreximbank (AAM) 2024 à Nassau (Bahamas), dont un résumé a été publié sur son site-web, la banque prévoit que la croissance du continent atteint 3,8% en 2024 avant de se hisser à 4% en 2025. Selon la même source, les perspectives pour le continent africain en 2024 restent "positives, en dépit de l'environnement économique difficile de 2023". "La plupart des indicateurs macroéconomiques devraient connaître une amélioration en 2024 et 2025. La croissance du continent devrait être supérieure à la moyenne mondiale et, bien que l'inflation soit actuellement élevée, elle devrait diminuer, cette tendance à la baisse se poursuivant en 2025", souligne le

rapport. Concernant le secteur commercial, les échanges intra-africains ont augmenté de 3,2% entre 2022 et 2023, selon le rapport. Toutefois, "les défis mondiaux actuels ont sapé la performance du commerce africain, qui s'est contracté de 6,3% en 2023 après avoir connu une croissance de 15,9% en 2022", selon l'économiste en chef de l'Afreximbank, Yemi Kale, cité dans le document. L'économiste en chef a fait remarquer que la hausse du commerce intra-africain reflète la résilience de l'économie africaine et l'impact potentiel du marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour le continent "en tant qu'outil de protection" contre les chocs mondiaux. Le représentant de l'Afreximbank a souligné que la ZLECAF offrait "une voie" pour atteindre les objectifs de développement des nations africaines tout en répondant aux préoccupations liées au changement climatique. En résumé, le rapport indique que l'optimisation de la ZLECAF peut se traduire par des gains potentiels grâce à un accroissement du commerce et des investissements intra-afri-

cains, "créant ainsi une prospérité économique et concrétisant la vision des pères fondateurs". Le rapport révèle également que les économies africaines sont confrontées à plusieurs "risques de détérioration", notamment l'augmentation des niveaux de la dette souveraine et les risques de soutenabilité associés, l'exposition excessive aux chocs négatifs des termes de l'échange, l'escalade des tensions géopolitiques dans certains cas, ainsi que l'insécurité alimentaire potentielle. A noter que la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Fin décembre 2023, le total des actifs et des garanties de la banque s'élevait à environ 37,3 milliards de dollars et les fonds de ses actionnaires s'établissaient à 6,1 milliards de dollars. En septembre 2025, Afreximbank organisera à Alger en collaboration avec l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAF, la quatrième Foire commerciale intra-africaine "IATF2025".

SUIVI DE L'OPÉRATION DE NUMÉRISATION À BECHAR

Mise en place d'un comité multisectoriel

Un comité multisectoriel chargé du suivi de l'opération de numérisation a été mis en place dans la wilaya de Béchar. Ce comité est composé de représentants de différents secteurs d'activités, dont les directions de l'administration locale (DAL), de la Poste et des télécommunications, d'Algérie Télécom (AT) et de l'Université « Tahri Mohamed » de Béchar représentée par la Faculté des sciences exactes. Il s'occupe du suivi de l'opération de numérisation des différents services relevant des administrations publiques ainsi que l'ensemble des communes que compte la wilaya. La mise en place de ce comité multisectoriel a pour objectif d'accélérer le processus de transformation numérique et de contribuer à la réalisation du projet de « la gouvernance électronique », en consécration du principe de modernisation de l'administration publique et son rapprochement du citoyen, selon les services de la wilaya. Elle vise également la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les administrations publiques et des collectivités locales dans le cadre de la modernisation de l'administration et l'amélioration de la qualité du service public.

Le Conseil de la nation participe à la réunion du Comité exécutif de l'UIP

Le Conseil de la nation prendra part à la réunion du Comité exécutif de l'Union interparlementaire (UIP), qui se tiendra mercredi à Zanzibar (Tanzanie). Le Conseil de la nation sera représenté par son vice-président, Ahmed Kherchi, également vice-président du Comité exécutif de l'UIP, a indiqué mardi un communiqué de la chambre haute du Parlement. Lors de la réunion de la structure administrative de l'UIP, les membres du Comité reviendront sur « le progrès réalisé dans les travaux du groupe de travail concernant les amendements apportés au statut et aux règlements de l'UIP », note la même source. Aussi, le Comité examinera « les moyens pratiques de la mise en œuvre efficace du code de conduite des responsables de la gouvernance à l'UIP », outre « l'examen des mémorandums d'entente que l'Union conclura avec l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (IDI-INTOSAI) et l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) », conclut le communiqué.

OUARGLA
Près de 350
exploitations
agricoles
raccordées au
réseau
d'électricité

Un total de 349 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya d'Ouargla au titre de la mise en œuvre du programme d'électrification des périmètres et exploitations agricoles à travers la wilaya, a rapporté la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Ouargla (sonelgaz-Distribution). Ce bilan, concrétisé à la fin du premier trimestre de l'année en cours, a nécessité la réalisation d'un réseau électrique de basse (BT) et moyenne tension (MT) d'une longueur de 314 kilomètres, et l'installation de 205 nouveaux transformateurs électriques, a indiqué un communiqué de presse de la direction. Il est prévu également la mise en service "prochainement" d'un réseau électrique au profit de 119 autres exploitations agricoles déjà raccordées, alors que les travaux de raccordement de 46 exploitations agricoles au réseau l'électricité sont en cours et avancent avec un rythme soutenu, a-t-on expliqué. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme de généralisation d'électrification de toutes les exploitations agricoles dans l'objectif d'accompagner le développement économique et agricole dans la wilaya d'Ouargla, a conclu la même source

BATNA

Plus de 15.000 peaux de moutons collectées le premier jour de l'Aïd El-Adha

Pas moins de 15.031 peaux de moutons sacrifiés ont été collectées, le premier jour de l'Aïd El-Adha par l'unité de Batna de l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED), a appris l'APS, lundi, du responsable du service commercial de l'unité, Abdelkrim Yahiaoui, et du directeur de l'Industrie, Djelloul Menasri.

M. Yahiaoui a précisé que cette quantité a été collectée dans plusieurs communes de la wilaya de Batna, telles que Menaâ, d'Inoughissen et de Tazoult, entre 10 h 30 et 19 h 00. Cela constitue, selon lui, un résultat "très positif" d'autant que l'opération se poursuit dans plusieurs autres wilayas de l'Est du pays dont Biskra, Khenchela, Tébessa, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Annaba et Ouled Djellal, ce qui augmentera "significativement" les quantités de peaux devant être réceptionnées par l'unité de l'ACED. La réception et le tri des peaux sont confiés à 44 travailleurs de l'unité ACED de Batna qui activent du lever au coucher du soleil afin de traiter "rapidement et instantanément" les peaux, car s'agissant d'une matière fragile et très sensible qui nécessite un traitement dans un délai n'excédant pas 48 heures. Selon le directeur de wilaya de l'Industrie, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite du processus de collecte des peaux de moutons sacrifiés, notamment, des camions provenant de certaines entreprises publiques qui assureront le transport du produit "du matin de l'Aïd jusqu'à la fin de l'opération". Le même responsa-

ble a ajouté qu'un "travail de coordination" est en cours avec les wilayas voisines qui transféreront les peaux collectées vers l'ACED de Batna, située dans une "wilaya pilote" en matière de collecte de peaux, et où une dernière opération de "sélection" sera effectuée, les peaux inexploitablement devant être enfouies. Il existe en tout, a ajouté la même source, trois lieux de collecte de peaux dans la wilaya de Batna, en l'occurrence l'unité de production de chaussures de N'gaous et les tanneries de Barika et d'Ain Djasser, en plus de l'unité ACED de Batna qui reçoit toutes les quantités collectées localement et dans un certain nombre de wilayas de l'Est du pays. M. Menasri a également fait savoir qu'une nouvelle mesure a été introduite, cette année, consistant à creuser des fosses au sein du Centre d'enfouissement technique de la zone d'El Biar (commune d'Oued Chaâba) afin d'y enterrer les peaux inexploitablement en les recouvrant de chaux et éviter, ainsi, l'émission d'odeurs désagréables. Le même responsable a encore affirmé que l'opération de collecte se poursuit dans de bonnes conditions, permettant, selon les premières données recueillies, d'escompter la récupération d'un nombre

de peaux plus important que celui des années précédentes. Il a également indiqué que des citoyens se sont spontanément intégrés dans le processus, prenant l'initiative de transférer des peaux par leurs propres moyens vers le siège de l'ACED de Batna pour contribuer à leur rapide prise en charge. Selon le directeur de wilaya de l'Industrie et le responsable du service commercial de l'unité, l'opération a été précédée d'une "initiative de sensibilisation à grande échelle", visant les citoyens, à la préservation des peaux d'animaux sacrifiés en vue de les exploiter industriellement, pour servir l'économie nationale. Il convient de noter que l'unité de l'ACED de Batna s'est transformée en véritable "ruche" où les travailleurs et les superviseurs de l'entreprise s'activent, sans discontinuer, à la réception et au tri, et ce, malgré les obligations liées aux fêtes de l'Aïd et la chaleur de ces derniers jours. Selon plusieurs travailleurs approchés par l'APS, il s'agit d'une "course contre la montre", car le challenge consiste à traiter quotidiennement le plus grand nombre possible de pièces par jour de sorte à rentabiliser au maximum l'opération.

DJELFA

Développement pour la commune de Selmana en deux années

De nombreux projets de développement visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens ont été destinés, les deux dernières années, à la région Oum Legrad de la commune de Selmana, au Sud de Djelfa, a-t-on appris des services de la wilaya. Il s'agit notamment de la réalisation d'une piste rurale pour relier la région d'Oum Le-

grad à Tamdit, sur une distance de 8,7 km, pour une enveloppe de près de 12 millions DA. Un réseau d'alimentation en eau potable (AEP), affecté d'une enveloppe de six (6) millions de DA, a été également achevé de réalisation dans la même région, selon la même source. Oum Legrad a aussi bénéficié, dans le cadre du programme de développement

2023, d'un projet de stade de proximité couvert d'un tapis synthétique, réalisé pour un montant de neuf(9) millions DA. Il s'agit aussi de l'équipement d'une cantine scolaire d'une capacité de 200 repas/Jour, parallèlement à la réalisation et équipement de deux (2) classes d'extension pour un montant de plus de 6,4 mil-

lions DA. Au titre du programme 2024, cette même région reculée de Selmana a bénéficié d'un projet de raccordement de 54 exploitations agricoles au réseau électrique, sur un linéaire de 10,5 km, outre un projet de réhabilitation de la voie reliant la RN89 à Oum Legrad sur une distance de 2,1 km. D'autres projets de développe-

ment ont été proposés au profit de la même région dans le cadre programme 2025, dont un projet AEP et un projet de raccordement au réseau de gaz sur une distance de 8 km, outre la réalisation de pistes, le raccordement à l'éclairage public et le renforcement des structures éducatives de la région, selon les services de la wilaya.(APS)

KHENCHELA

76 millions de DA pour la réhabilitation et l'équipement de structures de jeunes dans plusieurs communes

La Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Khenchela a affecté une enveloppe financière de 76 millions de DA à la réhabilitation et à l'équipement de structures de jeunes dans plusieurs communes, a indiqué, lundi, le responsable local du secteur, Yazid Zouaoui. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que dans le cadre du programme de développement des Hauts plateaux, 76 millions de di-

nars financeront la réhabilitation et l'équipement de 11 structures de jeunes au cours de l'année 2024. M. Zouaoui a souligné que parmi les structures concernées par cette opération, figurent les complexes sportifs de proximité (CSP) des communes de Khenchela, de Baghaï, d'El Mahmel, de Babar, d'Ouled Rechache, de Tamza, d'Ain Touila, en plus de maisons de jeunes à Khenchela (2 établissements) et Taouzianet et d'une salle polyvalente à Ouled Rechache.

Le DJS a ajouté que les travaux prévus seront entamés "avant la fin de l'année en cours", étant donné que les marchés provisoires ont été attribués, la semaine écoulée, à des entreprises de réalisation. Selon M. Zouaoui, les travaux comprennent la peinture des façades extérieures et des murs intérieurs des établissements de jeunes, la réfection de leur étanchéité, et la réparation de différents réseaux délabrés, notamment dans les structures n'ayant pas bénéficié d'opérations de réhabilitation au cours des deux dernières années. Le DJS a également estimé que la réalisation de ces travaux de restauration, de réhabilitation et d'équipement des structures de jeunesse permettra de donner un nouveau souffle à ces équipements qui seront rouverts à l'intention des jeunes et des associations qui les encadrent, ce qui devrait attirer le plus grand nombre possible de jeunes, de les encadrer et de mettre en valeur leurs talents.

Le danger liberticide du numérique, angle mort des libéraux

Volontiers enclins à dénoncer comme « liberticides » les régulations du marché par l'État, les libéraux semblent curieusement ne pas voir le caractère liberticide des technologies, cela à l'encontre même de principes libéraux historiques.

S'il est un domaine dans lequel maints libéraux révèlent l'innocuité de leur foi dans une liberté qui impliquerait le « moins d'État », c'est peut-être celui du numérique. Une recherche sur le sujet sur le site libéral Contrepoints conduit à un texte intitulé « La vaine lutte contre l'addiction aux réseaux sociaux » dans lequel on peut lire l'affirmation suivante : « Nul doute que notre rapport aux ordinateurs, aux smartphones, aux tablettes, aux applications, aux réseaux sociaux est parfois excessif. Mais ce n'est pas une raison pour créer une nouvelle loi liberticide ».

La défiance traditionnelle des libéraux à l'égard de l'État est pourtant saine et parfois justifiée – l'ensemble d'aberrations étatiques dans la gestion de la crise du Covid en témoigne assez. Mais sous l'espèce de dogmatisme naïf qui pose l'équation « régulation = liberticide », le risque est de ne pas (vouloir) voir que l'État n'a pas le monopole du liberticide et que le technocapitalisme est sans doute bien plus dangereux. Les réseaux dits « sociaux » et plus largement le manque d'interaction et l'isolement (souvent des plus jeunes) via l'addiction aux écrans, qui ont pénétré la vie quotidienne et l'intimité des individus à l'échelle du monde, en sont une très bonne illustration.

Pour John Locke (1632-1704), l'un des penseurs au fondement du libéralisme, « chaque homme est propriétaire de sa propre personne » ; il s'ensuit que « chacun a, par la nature, le pouvoir [...] de conserver ses biens propres, c'est-à-dire sa vie, sa liberté et ses richesses, contre toutes les entreprises, toutes les injures et tous les attentats des autres ».

On sait depuis déjà longtemps que la publicité travaille sur l'inconscient et qu'elle tend à fabriquer des désirs. Elle promet comme une libération, comme un accomplissement de soi, la soumission à ses propres pulsions via l'acte de consommation. Elle infantilise, encourage à « succomber », à « céder à la tentation » – donc à ne pas se contrôler, se réfréner, à ne pas savoir dire non. La tromperie est d'autant plus patente que sous « l'accomplissement », on trouve l'addiction – comme celles, dûment documentées, au tabac, au sucre ou au glutamate monosodique entre autres – c'est-à-dire la privation de cette souveraineté sur soi qu'implique, selon Locke, la propriété de sa propre personne. Mais le technocapitalisme du XXI^e siècle va bien plus loin : l'addiction des usagers est vitale à sa croissance. Des GAFAM à TikTok, de Netflix à Twitter, de l'industrie pornographique aux mi-



crotransactions ou aux dérives « casino » de certains jeux vidéo, l'objectif est de déposséder l'individu de la maîtrise de ses pulsions, en optimisant les algorithmes pour causer une dépendance neurochimique.

En d'autres termes : la raison d'être du technocapitalisme, c'est l'aliénation. D'où une débauche d'argent, d'intelligence, d'ingénierie et de recherche en neurosciences pour piéger les consommateurs, notamment avec le nouveau métier d'« economic designer », dont le travail est autant de vous rendre accro que de vous faire sortir au plus vite votre carte bancaire.

« La liberté suppose une part de stoïcisme. Créer un espace intérieur, se soumettre à une discipline personnelle, tenir le monde à distance », explique l'essayiste libéral Gaspard Koenig, s'inquiétant de « l'aliénation inhérente aux modèles économiques de Facebook et Twitter »... Mais il finissait par répéter le mantra du marché qui s'autorégule : « [...] certains acteurs numériques commencent à proposer des services d'aide à la déconnexion. On ne compte plus les offres de séjours « hors réseau ». La régulation risquerait de mettre en danger ce processus vertueux [...] ».

Par un renversement caractéristique du génie révolutionnaire du capitalisme, le terme « addictif » s'est même chargé en ce début de siècle d'une valeur positive : la publicité, le journaliste ou l'ami qui recommandent tel ou tel produit de l'industrie culturelle n'emploient-ils pas ce même mot ?

Dans Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique et société, la philo-

sophe Catherine Audard, également professeure à la London School of Economics, évoquant John Locke, écrit que : « la souveraineté absolue de l'individu veut dire qu'il n'appartient à personne. La propriété de soi signifie un droit de contrôle absolu sur son esprit, sa conscience, mais aussi sur son corps et sa vie ».

Elle poursuit : « La propriété privée est donc inséparable, pour Locke, de l'espace personnel et privé de la conscience, du moi [...]. Protéger la propriété privée, c'est garantir l'inviolabilité de l'espace privé qui fonde à la fois la sécurité physique et le salut de l'âme ». C'est peu dire que le principe d'inviolabilité de l'espace privé s'est totalement dissous à l'heure des réseaux antisociaux et du Big Data.

Le numérique viole un autre principe libéral : celui de non-nuisance. Les effets néfastes de certaines utilisations des écrans ne sont pas qu'une affaire individuelle, celle du mal que quelqu'un s'infligerait librement à soi-même. Outre que la dépendance questionne la notion de libre arbitre, il y a surtout que le technocapitalisme révolutionne les rapports sociaux – comme le signalaient déjà Karl Marx et Friedrich Engels dans le Manifeste du Parti communiste – et produit à terme des nuisances. Laissons de côté la question des effets écologiques du numérique (analysés en détail dans cet article) et listons seulement des effets cognitifs et sociaux eux aussi largement documentés : recul des facultés de concentration et de mémorisation ; altération, surtout chez les petits exposés très tôt et/ou beaucoup trop aux

écrans, du langage, de la préhension, du jeu, de l'imagination, mais aussi de l'acceptation des limites.

Les effets délétères et fragilisants sur la santé et la psyché se révèlent peu à peu, avec des degrés variables selon l'intensité de l'usage : troubles du sommeil, anxiété et dépression, narcissisme, intolérance à l'échec et à la frustration, diminution de la vie sociale réelle, faible estime de soi, surpoids, harcèlement en ligne, exposition précoce à des images violentes ou pornographiques, etc...

Nous commençons à peine à voir devenir adulte la génération qui, au cœur de cette révolution numérique, a grandi avec un « smartphone » en main. Quelle conception de l'intérêt commun par-delà le « ressenti », quelle capacité à se projeter dans le long terme d'une transformation politique porteront ceux dont les facultés cognitives ont largement été modelées par le totalitarisme technologique, les actes compulsifs et l'instantanéisme qu'il forge ? Pour qui écoute les constats des professionnels de l'éducation de tout niveau et tout milieu, il y a lieu de s'alarmer.

Par-delà les réflexes antiétatiques, les libéraux gagneraient à se demander si la non-régulation ne serait, in fine, pas plus liberticide que l'État – lequel, du reste, accompagne la propagation de la numérisation généralisée du monde. De leur côté, les seigneurs du technocapitalisme, eux, ne sont pas dupes : tandis qu'ils répandent le cancer numérique, ils en protègent leurs propres enfants et les placent dans des écoles sans écran.

Source: Les crises

ÉMIRATS ARABES UNIS

Population en hausse

La population d'Abu Dhabi a dépassé les 3,8 millions d'habitants, en augmentation de 83% depuis 2011. Le recensement précise que 67% de la population est masculine, avec un âge médian de 33 ans. Il fait suite à un recensement à Sharjah qui enregistrait 1,8 millions d'habitants en mai 2023, et un autre à Dubaï qui annonçait 3,5 millions en avril 2022. La Banque Centrale des EAU (CBUAE) a maintenu sans surprise les taux d'intérêts, dans le sillage de la décision de la FED. La réserve fédérale américaine a en effet considéré que l'inflation ne diminuait pas assez pour justifier une coupe, d'autant que le marché de l'emploi aux Etats-Unis affiche une certaine résilience et diminue l'urgence d'une réduction des taux directeurs. Etant donné l'ancre du dirham au dollar, la politique monétaire émirienne est directement liée à celle pratiquée par les Etats-Unis, afin de conserver le taux de change fixe entre les deux devises. Le taux overnight aux Emirats Arabes Unis s'élève donc toujours à 5,40%. Le fonds d'investissement britannique Brookfield Asset Management va lever 5 milliards de dollars dans un nouveau fonds soutenu par les Emirats Arabes Unis, dont l'objectif est de faciliter la transition climatique dans les pays émergents. Ce fonds, le Catalytic Transition Fund (CTF), avait été annoncé lors de la COP28 à Dubaï en décembre 2023, et sera soutenu par un investissement d'1 milliard de dollars d'Altéra. Ce soutien par le fonds émirati aura une rémunération limitée, afin d'attirer d'autres investisseurs dans un projet conçu pour amener des ressources financières aux besoins de transition des pays émergents. Les économies émergentes ne représentent en effet que 15% des sommes associées à la finance verte, alors qu'elles représentent plus de 30% des émissions.

EXPLOITATION PROCHAINE DE LA MINE DE TIRIS EN MAURITANIE

2,25 milliards \$ de revenus attendus

La compagnie australienne Aura Energy a annoncé l'augmentation des ressources minérales de son projet d'uranium Tiris, en Mauritanie, de 55 % pour atteindre 91,3 millions de livres d'uranium, en hausse par rapport aux 58,9 millions de livres d'uranium précédemment annoncés. Ce qui pourrait considérablement influencer la production attendue.

La société a déclaré dans un communiqué diffusé le 12 juin dernier que le récent programme de forage de 15 262 m a généré une augmentation importante de 28,9 millions de livres d'uranium des ressources minérales du projet d'uranium Tiris East, totalisant 76,6 millions de livres d'uranium. Les ressources minérales comprennent les zones des projets Tiris Est et Oum Ferkik. Avec cette nouvelle estimation, la production annuelle prévue pourrait atteindre environ 2 millions de livres d'uranium par an sur une période de 17 ans. Les revenus générés par cette production sont estimés à près de 2,25 milliards de dollars, une manne qui pourrait faire basculer l'économie mauritanienne dans une autre dimension. « L'augmentation des ressources à Tiris confirme notre point de vue selon lequel il s'agit d'une province uranifère importante avec une capacité de croissance supplémentaire. L'augmentation des ressources minérales soutiendra le financement et le développement du projet Tiris Uranium dans un avenir proche », a déclaré Andrew Grove le premier PDG d'Aura Energy dans un communiqué. Les ressources minérales mesurées et indiquées ont augmenté de 35 %, ajoutant 10,3 millions de livres d'uranium et ren-



forçant la confiance dans le calendrier de production de la conception technique initiale (FEED). « La minéralisation a été identifiée non seulement à partir d'anomalies radiométriques à haute résistance, mais également à partir de zones d'anomalies à faible résistance, augmentant considérablement le potentiel d'exploration de la zone, car ces anomalies de faible niveau ont été ignorées lors des explorations passées », a expliqué Groves. Il a ajouté que les résultats de forage et l'augmentation des ressources minérales démontraient tous deux un potentiel de

croissance futur important des ressources à Tiris grâce aux activités d'exploration en cours. La mise en production de la mine de Tiris marque une étape cruciale pour la Mauritanie, qui cherche à diversifier ses sources de revenus et à renforcer son secteur minier. La hausse des ressources minérales annoncée par Aura Energy vient renforcer les perspectives économiques et industrielles de ce projet. En effet, l'augmentation des ressources pourrait permettre à la Mauritanie de renforcer sa position sur le marché mondial de l'uranium, un marché crucial pour la production d'énergie nucléaire.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Un levier de progrès économique, social et environnemental

L'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants, afin qu'ils conservent leur valeur le plus longtemps possible. De cette façon, le cycle de vie des produits est étendu afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets. Afin d'atteindre ces objectifs, l'économie circulaire se base sur un modèle en boucle destiné à valoriser les matières premières et les énergies durant tout le cycle de vie d'un produit dans une logique circulaire jusqu'à son élimination finale. La capacité du modèle de l'économie circulaire à améliorer la rentabilité des entreprises n'est plus à démontrer pour les pays développés et industrialisés, qui ont épuisé leur marge d'optimisation des chaînes de valeur linéaires. Même les pays émergents, qui ont un grand potentiel de développement en modèle linéaire, ont à leur tour intégré le modèle circulaire, par exemple, la loi chinoise de 2008. Les acteurs devront

également faire montre d'une réelle capacité à innover, dans les affaires, à créer de nouvelles approches du marché, à l'instar de Michelin ou de Airbnb. Dans ce contexte, Habiba Nasraoui Ben M'rad, docteure en sciences économiques, chercheuse et enseignante universitaire à l'Esct UMA, nous a expliqué l'importance de ce sujet. En effet, l'économie circulaire est une vision systémique de l'économie, et conçoit différemment toute la chaîne de valeur.

Valoriser les matières

A la différence de l'économie linéaire traditionnelle, l'économie circulaire privilégie les processus de production durables et écologiques. Ce modèle économique a pour objectif de limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement et donc l'empreinte environnementale. Ce modèle favorise, entre autres, la durabilité du produit, lui-même fabriqué en optimisant la gestion des ressources. Afin d'atteindre ces objectifs, l'économie circulaire se

base sur un modèle en boucle destiné à valoriser les matières premières et les énergies durant tout le cycle de vie d'un produit dans une logique circulaire jusqu'à son élimination finale. « L'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants, afin qu'ils conservent leur valeur le plus longtemps possible. De cette façon, le cycle de vie des produits est étendu afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets. La transition vers l'économie circulaire reste un moteur de croissance économique, un levier de développement durable. La transition vers une économie circulaire présente de nombreux bienfaits aussi bien environnementaux qu'économiques ou sociaux, une moindre extraction des ressources naturelles lorsque la durée de vie des biens et des produits est plus longue, ce qui se traduit par la réduction des GES et donc la réduction de l'impact sur l'environnement », fait savoir la spécialiste.

CONGO

3,2 millions € pour connecter les administrations publiques

Le gouvernement congolais multiplie les initiatives pour accélérer la transformation numérique du pays. L'exécutif a lancé en avril dernier le déploiement du haut débit dans les universités publiques.

Léon Juste Ibombo (photo, au centre), ministre congolais des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, a lancé le vendredi 14 juin les travaux de connexion des administrations publiques à l'Internet à haut débit à travers le pays. Les travaux ont été confiés à la société Sotracom. Ils devraient durer six mois et coûter 3,2 millions d'euros (3,5 millions USD).

Le projet concerne, dans sa première phase, les ministères de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications, de la Santé, de la Justice, des Affaires sociales et de la Fonction publique. Il consistera notamment en l'installation de points d'accès Wifi et la mise en œuvre des services numériques. Dans la Fonction publique, le ministre s'attend notamment à



l'amélioration de la connectivité des centres d'état civil, le renforcement du système intégré des faits d'état civil, la synchronisation efficace et une meilleure gestion des données civiles. « De façon similaire, la Santé et la Justice verront augmenter la connectivité des centres d'état civil, des hôpitaux, des tribunaux, ce qui assurera une gestion fluide et transpa-

rente des données », a-t-il ajouté.

Le lancement de ce projet intervient deux mois après celui de déploiement du haut débit dans les universités publiques congolaises. Il s'inscrit dans le cadre du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) qui vise à augmenter l'accès des populations mal desservies au haut débit et

à améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés grâce au numérique. Il est soutenu par la Banque mondiale qui le finance à hauteur de 100 millions \$. Le budget 2024 du programme a été arrêté à environ 64 millions \$.

Pour rappel, le gouvernement congolais s'est fixé pour objectif de favoriser un accès équitable aux services numériques pour tous les citoyens à l'horizon 2025. « A un moment où le numérique devient un pilier essentiel de notre développement, les résultats attendus de ces travaux épousent bien évidemment la vision chère du président de la République, chef de l'Etat, celle de préparer l'entrée du Congo dans un futur numérique, inclusif et dynamique : la société de l'information », a déclaré M. Ibombo.

CAMEROUN

21,5 millions \$ mobilisés avec l'AFD pour la phase 2 du programme CR1

Cameroun-France, le Contrat de désendettement et de développement vise à transformer une partie de la dette camerounaise envers l'Hexagone en financements pour des projets de développement. Le programme cible des secteurs comme la santé, le développement urbain, la justice, l'éducation l'agriculture et la sécurité. Le Cameroun a récemment signé avec la France une

convention de financement de 20 millions € (environ 13 milliards FCFA) pour la phase 2 du programme "Capitales régionales 1". Ce plan qui entre dans le cadre du "Contrat de désendettement et de développement" vise améliorer les conditions de vie des populations de Bertoua, Bafoussam et Garoua en renforçant l'urbanisme et l'attrait de ces villes. La 1ère phase avait mobilisé 125 millions € (environ 82 mil-

liards FCFA) toujours pour les mêmes villes. Dans un communiqué de l'Agence française de développement (AFD) relayé par Investir au Cameroun, on peut lire que la 2nde « permettra notamment des aménagements de marchés, la construction d'une gare routière à Bertoua, la réalisation de voiries complémentaires à celles réalisées en phase 1 à Bafoussam, et la construction de petits équipements d'accès

à l'eau complémentaires à ceux réalisés en phase 1 à Garoua ». Débuté en 2006, le C2D a connu 3 phases, respectivement en 2006, 2011 et 2016, ciblant initialement l'amélioration des services de base et leur accès dans les villes de Yaoundé et Douala, avant de s'étendre aux capitales régionales dont Maroua et Bamenda.

TANZANIE

Ralentissement du secteur agricole en 2023

En Tanzanie, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB et emploie environ 66 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est majoritairement pluviale. En Tanzanie, le taux de croissance du secteur agricole s'est élevé à 3,3 % sur les 9 premiers mois de l'année 2023. C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport sur la « mise à jour de la situation économique » du pays publié le 12 mars dernier. Sur la même période, un an plus tôt, le secteur affichait un taux de

croissance de 3,8 %. Ce ralentissement de l'activité agricole est attribué aux précipitations irrégulières qui ont affecté les performances de l'appareil productif au cours de l'année, principalement en raison du phénomène climatique El Niño actif depuis juin 2023.

D'après l'institution financière, la sécheresse induite par El Niño a pesé sur l'embavure de certaines cultures réduisant ainsi la production de certaines denrées de bases. « Sur la période considérée, la production de riz, deuxième céréale cultivée dans le pays après le maïs, a chuté

de près de 9 % », peut-on lire dans le rapport.

Plus largement, le bilan mitigé du secteur agricole en 2023, est à inscrire dans un contexte où le changement climatique prend de plus en plus d'ampleur dans le pays d'Afrique de l'Est. « En 2022, 4 des mois habituellement pluvieux en Tanzanie ont été classés parmi les 10 mois les plus secs des cinq dernières décennies, tandis que certaines régions ont connu de fortes pluies au cours de saisons normalement non pluvieuses », souligne la Banque mondiale.

GHANA

Hausse de la production et des revenus sur les deux mines d'or d'Asante

Le canadien Asante Gold exploite les mines d'or Bibiani et Chirano au Ghana. Entre février et avril 2023, ses deux mines ont livré 51 372 onces et généré 97,26 millions de dollars de revenus. Un an plus tard, ces différents chiffres sont en hausse.

Au Ghana, les deux mines d'or Bibiani et Chirano ont livré 53 379 onces pour la période de trois mois qui s'est achevée le 30 avril 2024, contre 51 372 onces un an plus tôt. Cette hausse de la production s'est accompagnée d'une augmentation de 17 % des revenus, indique le propriétaire canadien des mines, Asante Gold, dans un communiqué du 17 juin.

Selon les détails fournis, la production de Bibiani a baissé légèrement, passant de 20 001 onces au premier trimestre de l'exercice fiscal 2024 (février à avril 2023) à 19 183 pour la période correspondante de l'exercice fiscal 2025 (février à avril 2024). Cette baisse a été plus que compensée par la performance à Chirano. Cette mine a en effet 34 196 onces cette année, contre 31 371 onces l'année dernière.

Pour rappel, Asante Gold vise une production de 110 à 120 000 onces d'or pour son exercice 2025 à Bibiani, et 165 000 à Chirano pour la même période. « Sous réserve de la réalisation de nos objectifs de financement, nous sommes en bonne voie pour mettre en œuvre notre plan visant à libérer le potentiel inexploité à l'échelle du district de Bibiani-Chirano, avec une production annuelle qui devrait atteindre près de 450 000 onces d'or au cours de l'exercice 2026 et plus de 500 000 onces d'or d'ici l'exercice 2029 », a ajouté Dave Anthony, PDG d'Asante.

POINT MARCHÉS

L'Europe attendue dans le vert avant plusieurs indicateurs économiques

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse mardi à l'ouverture, continuant leur rebond après les fortes turbulences de la semaine dernière en raison des élections législatives anticipées en France et dans l'attente de la publication des données économiques plus tard dans la journée.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien pourrait prendre 0,41% à l'ouverture. Les contrats à terme signalent une hausse de 0,38% pour le Dax à Francfort, une hausse de 0,26% pour le FTSE à Londres et une hausse de 0,35% pour le Stoxx 600 . Les marchés d'actions devraient continuer à se redresser mardi, effaçant une partie des lourdes pertes de la semaine dernière, alors que les bourses européennes, particulièrement Paris, ont été secouées par l'annonce d'élections législatives anticipées en France et les incertitudes entourant l'impact budgétaire des promesses électorales, notamment celles du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen. Preuve de cette tendance à l'apaisement, l'euro s'est légèrement redressé et la hausse des rendements obligataires s'est calmée. Sur le plan macroéconomique, les investisseurs attendent mardi la publication des chiffres définitifs de l'inflation dans la zone euro et des ventes au détail aux États-Unis pour le mois de mai, qui seront suivis de près pour détecter les signes de la santé économique des ménages. En outre, plusieurs responsables de la Fed s'exprimeront durant la journée.

LES VALEURS A SUIVRE

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en hausse lundi dans un contexte d'attentisme avant la publication de plusieurs indicateurs économiques et des commentaires de banquiers centraux prévus cette semaine. L'indice Dow Jones .DJI a gagné 0,5% le Standard & Poor's 500 .SPX, plus large, a pris 0,8% et le Nasdaq Composite .IXIC a avancé de son côté de 1%. Le S&P 500 et le Nasdaq ont par ailleurs touché des records de clôture lundi, portés par l'enthousiasme des investisseurs dans le secteur de l'intelligence artificielle.

EN ASIE

Les principales Bourses asiatiques sont en hausse mardi dans le sillage de Wall Street et avant les déclarations de plusieurs responsables de la Fed. A Tokyo, le Nikkei .N225 prend 0,75%, se redressant après la forte perte subie lors de la séance précédente, soutenu particulièrement par le fabricant d'équipements pour semi-conducteurs Tokyo Electron.

Le gouverneur de la Banque du Japon (BOJ), Kazuo Ueda, a en outre déclaré mardi que la banque centrale, qui a décidé la semaine dernière de maintenir ses taux inchangés, pourrait les relever le mois prochain, en fonction des données économiques. En Chine, l'indice composite de la Bourse de Shanghai progresse de 0,32% et le CSI 300 des grandes capitalisations avance de 0,5%. La Bourse de Hong Kong perd en revanche 0,22%. En Australie, la banque centrale a laissé mardi son taux directeur inchangé, comme prévu, tout en réitérant qu'elle n'exclut pas de nouvelles hausses si cela s'avérait nécessaire pour contrôler l'inflation.

TAUX/CHANGES

Aux États-Unis, les rendements obligataires reculent légèrement apres avoir progressé la veille, tirés notamment par la publication de

l'indice Empire State et dans l'attente de l'intervention de plusieurs responsables de la Fed. Le rendement des Treasuries à dix ans recule de 0,6 points de base à 4,2731% et le deux ans perd 0,4 points de base à 4,7566%. Sur le marché des changes, le dollar avance de 0,12% face à un panier de devises de référence. L'euro, L'euro , qui avait récupéré une partie des pertes au cours des dernières heures, hésite et perd 0,15 à 1,0718 dollar.

PÉTROLE

Les prix du pétrole reculent légèrement après avoir enregistré des gains lors de la session précédente. Les marchés restent prudents quant aux perspectives de croissance de la demande mondiale. Le Brent décline de 0,2% à 84,11 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) perd 0,2% à 80,18 dollars.

La Bourse de Paris attendue en hausse

La Bourse de Paris est attendue en hausse à l'ouverture mardi, après avoir déjà un peu rebondi lundi, mais les investisseurs restent prudents compte tenu du contexte politique incertain. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 avançait de 0,75% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Lundi, il a repris 0,91%, un rebond encore timide après la pire semaine depuis plus de deux ans (-6,23%). A peine plus d'un mois après son dernier record en clôture, (8.239,99 points, le 15 mai), l'indice parisien a perdu plus de 8%, bien plus que les autres places européennes, alors qu'aux États-Unis, l'indice le plus représentatif, le S&P 500, a battu pour la 30e fois en 2024 un record en clôture lundi. «L'annonce choc par le président Emmanuel Macron d'une dissolution de l'As-

semblée nationale a déclenché une déroute qui a fait disparaître environ 258 milliards de dollars de la capitalisation boursière des entreprises françaises la semaine dernière», rapporte John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. Signe de la prudence des analystes au-delà de la France, «Citigroup a d'ailleurs décidé d'abaisser son estimation sur l'Europe en citant, entre autres, des risques politiques accrus», mentionne-t-il. Les investisseurs peuvent d'autant plus se concentrer sur les incertitudes politiques que l'agenda des marchés est par ailleurs assez creux. Mardi, l'estimation finale de l'inflation dans la zone euro en mai, le climat des affaires en Allemagne pour juin et les ventes au détail ainsi que la production industrielle aux États-Unis sont au programme. «La

consommation des ménages a débuté le deuxième trimestre sur une note mitigée (...) Selon le Livre Beige [publié par la Banque centrale américaine NDLR], les ménages sont de plus en sensibles aux hausses de prix et ajustent leurs dépenses en conséquence» soulignent les analystes d'Oddo BHF. Euroapi: le fabricant français de principes actifs pharmaceutiques a signé mardi un accord de développement et de fabrication de cinq ans avec l'entreprise irlandaise Priothera, spécialisée notamment dans les molécules pour le traitement des hémopathies malignes. JCDecaux: le géant français de l'affichage publicitaire JCDecaux a annoncé lundi avoir remporté via une de ses filiales un appel d'offres d'une durée de 13 ans pour la publicité dans le métro de Rome.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Juin 2024					
Valeur : 17 Juin 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5798	134.5948
1	EUR	EURO		145.5077	145.5777
1	GBP	POUND STERLING		172.0749	172.1381
100	JPY	JAPANESE YEN		85.5725	85.5983
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5579	18.5602
1	CHF	SWISS FRANC		150.3181	150.4021
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.9261	97.9655
1	DKK	DANISH KRONE		19.5077	19.5113
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9709	12.9761
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6962	12.7012
1	AED	UAE DIRHAM		36.6383	36.6454
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8736	35.8814
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.0858	439.2781
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9722	43.4041
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5278	13.5293
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4933	27.6341
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5434	3.5438
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6789	177.6789

Tokyo s'est ressaisie après de nouveaux records à Wall Street

Après avoir été malmenée la veille en raison notamment du thriller politique en France, la Bourse de Tokyo a repris mardi quelques couleurs, remise en confiance par les nouveaux records atteints la veille à Wall Street. L'indice vedette Nikkei a regagné 1% à 38.482,11 points et l'indice élargi Topix s'est apprécié de 0,58% à 2.715,76 points. En revanche, la Bourse de Hong Kong reculait (-0,4% vers 06H00 GMT), au lendemain de l'ouverture par Pékin d'une enquête antidum-

ping sur les importations de porc en provenance de l'Union européenne, qui fait craindre une montée des tensions commerciales avec Bruxelles. A la Bourse de New York lundi, l'indice Nasdaq a signé un nouveau plus haut en clôture, son sixième d'affilée. L'indice S&P 500 a lui aussi battu un record et le Dow Jones a également fini dans le vert. Les Bourses européennes ont quant à elles un peu rebondi lundi, mais la nervosité des marchés sur le Vieux Continent promet de durer jusqu'au second tour des élections législa-

tives en France le 7 juillet.

Le président de Toyota réélu à l'AG

Akio Toyoda, le président du conseil d'administration de Toyota (+0,52%), a été réélu mardi lors de l'assemblée générale ordinaire du numéro un mondial de l'automobile, malgré des scandales de certifications irrégulières de véhicules du groupe au Japon qui ont pris de plus en plus d'ampleur depuis fin 2023. Ces problèmes ont révélé de profondes failles dans la gouvernance

du groupe, avec des contrôles internes insuffisants, ce qui a accentué la pression sur Akio Toyoda, en première ligne sur ce dossier. Les deux grandes agences internationales de conseil en vote aux AG, Glass Lewis et Institutional Shareholder Services (ISS), avaient recommandé aux actionnaires de voter contre sa réélection. Le taux d'approbation de M. Toyoda sera connu mercredi. Temps calme sur les devises Le yen baissait très légèrement face au dollar, à raison d'un dollar pour

157,84 yens vers 06H00 GMT contre 157,74 yens lundi à 21H00 GMT. La devise japonaise était quasi stable par rapport à l'euro, qui valait 169,29 yens contre 169,32 yens la veille. Et la monnaie européenne descendait à 1,0725 dollar, contre 1,0734 dollar lundi à 21H00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain était en petite baisse peu avant 06H00 GMT (-0,17% à 80,19 dollars), comme le baril de Brent de la mer du Nord (-0,12% à 84,15 dollars).

DÉFICITS EXCESSIFS

L'UE s'apprête à épingler la France

La Commission reproche à Paris les déficits publics répétés.
Une dizaine d'autres Etats-membres sont concernés.

C'est l'heure des comptes à Bruxelles : la Commission européenne va publier mercredi des rapports sur la situation économique et budgétaire de chacun des 27 pays de l'Union européenne. Elle doit constater que près d'une dizaine d'entre eux, dont la France et l'Italie, ont dépassé l'an dernier la limite de 3% du PIB pour les déficits publics fixée par le Pacte de stabilité. Le cas de la France inquiète particulièrement : le pays, dans le viseur des agences de notation, est en crise politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin. Les taux d'emprunt de la deuxième économie européenne ont subitement augmenté et la place financière de Paris a chuté la semaine dernière sous l'effet de l'instabilité.

Les oppositions d'extrême droite et de gauche, en tête dans les sondages, prévoient en outre de revenir sur les réformes emblématiques des retraites et du marché du travail préconisées par Bruxelles. De quoi compromettre un peu plus la promesse déjà peu crédible de revenir sous le seuil des 3% pour le déficit en 2027.

2,5 milliards d'euros d'amende... en théorie

L'exécutif européen a prévenu depuis plusieurs mois qu'il lancerait cette année des procédures de déficits excessifs contre les pays violant les règles budgétaires communes, réformées et réactivées cette année. Elles avaient été mises en sommeil après 2020 à cause de la crise économique liée au Covid puis à la guerre en Ukraine. Le nouveau Pacte de stabilité prévoit en principe des sanctions financières à hauteur de 0,1% du PIB par an pour les pays qui ne mettront pas en oeuvre les corrections imposées. Elles s'élèveraient par exemple à près de 2,5 milliards d'euros



pour la France.

En réalité, ces punitions, politiquement explosives, n'ont jamais été appliquées pour ne pas enfoncer des pays déjà en difficulté. Depuis la création de l'euro, la France a été la plupart du temps en procédure de déficit excessif. Elle en était toutefois sortie depuis 2017.

Italie et Hongrie en tête

Les déficits les plus élevés de l'UE ont été enregistrés l'an dernier en Italie (7,4% du PIB), en Hongrie (6,7%), en Roumanie (6,6%), en France (5,5%) et en Pologne (5,1%).

Outre ces cinq pays, les procédures pour déficits excessifs devraient concerner aussi la Slovaquie, Malte (4,9%) et la Belgique (4,4%), constate Andreas Eisl, expert de l'Institut Jacques Delors. Trois autres sont dans une zone grise, explique-t-il.

L'Espagne et la République tchèque ont dépassé les 3% en 2023 mais prévoient de revenir dans les clous dès cette année. L'Estonie a également franchi les 3% mais

sa dette publique à environ 20% du PIB est faible et très en dessous de la limite de 60% du PIB fixée par le Pacte de stabilité, contrairement aux autres pays cités.

"La Commission se prononcera sur la base des chiffres de 2023 mais prendra aussi en compte les évolutions attendues pour 2024 et les années suivantes", souligne M. Eisl.

Ces procédures laissent présager de nouveaux bras de fer politiques entre Rome et Paris, d'un côté, et la Commission et les pays les plus sourcilleux en matière de respect des règles budgétaires, dont l'Allemagne, de l'autre.

Les règles européennes imposent aux pays en déficit excessif une réduction minimum du déficit public de 0,5 point par an, ce qui suppose un effort de rigueur budgétaire massif.

Le Pacte de stabilité a été adopté en 1997, en vue de l'arrivée de la monnaie unique au 1er janvier 1999. Répondant au souci de l'Allemagne d'éviter que des pays membres mènent des politiques budgétaires laxistes, il fixe l'objectif de comptes à l'équilibre.

CHINE ET AUSTRALIE

Signature d'un mémorandum d'entente pour relancer le dialogue économique stratégique

Les gouvernements chinois et australien ont signé lundi un mémorandum d'entente pour relancer le dialogue économique stratégique en mettant l'accent sur les questions économiques d'avenir.

Les deux pays ont convenu de renforcer la communication et les échanges dans le but d'encourager une coopération économique pragmatique et efficace, selon la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR), l'organe suprême de planification économique de la Chine.

Des dirigeants des deux pays ont assisté à la signature du mémorandum d'entente. Liu Sushe, directeur adjoint de la CNDR, et le trésorier australien, Jim Chalmers, représentaient leurs gouvernements respectifs lors de la cérémonie de signature.

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a déclaré lundi à Canberra, capitale australienne, que la Chine était prête à renforcer la coordination et la coopération avec l'Australie aux niveaux régional et international, appelant à s'opposer à la confrontation des camps et à une "nouvelle guerre froide".

M. Li a fait ces remarques lors de la neuvième réunion annuelle des dirigeants Chine-Australie avec le Premier ministre australien, Anthony Albanese.

UNESCO

Le coût mondial de la déscolarisation et des lacunes éducatives atteint 10.000 milliards de dollars par an

Alors que 250 millions d'enfants et de jeunes à travers le monde sont toujours exclus du système scolaire, un rapport publié lundi par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) analyse pour la première fois le coût pour l'économie et les conséquences sociétales des carences éducatives, appelant les Etats membres de l'organisation à rompre au plus vite avec "le cercle vicieux" de la déscolarisation.

Dans ce nouveau rapport intitulé "Le prix de l'inaction : les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas", l'UNESCO chiffre à 10.000 milliards de dollars américains par an

à horizon 2030 le coût de la déscolarisation et des lacunes éducatives pour l'économie mondiale.

A l'inverse, le rapport estime que réduire de seulement 10 % la proportion de jeunes quittant prématurément l'école ou n'ayant pas acquis les compétences de base permettrait d'augmenter la croissance annuelle du PIB de 1 à 2 points. "L'éducation apparaît donc comme l'un des meilleurs investissements qui peuvent être faits par un pays". Au-delà des considérations financières, le rapport alerte sur les importants dégâts sociaux engendrés par ces carences éducatives. Les lacunes dans l'acquisition des compétences de base sont associées, au niveau mondial, à une augmentation des

grossesses précoces chez les jeunes filles, tandis que chaque année d'enseignement secondaire contribue à réduire le risque que les filles se marient et aient un enfant avant l'âge de 18 ans. "10.000 milliards de dollars par an : le coût mondial de la déscolarisation et des lacunes éducatives est vertigineux. Et à ces considérations financières s'ajoutent d'importants dégâts sociaux. Le message de ce rapport de l'UNESCO est clair : l'éducation est un investissement stratégique, l'un des meilleurs investissements qui soient pour les individus, les économies et la société dans son ensemble", a déclaré Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, appelant les Etats membres de l'organisation à faire en sorte que ce

droit universel devienne au plus vite une réalité pour chaque être humain. Pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour tous, l'UNESCO formule dans son rapport dix recommandations, dont oeuvrer à garantir à chaque fille et à chaque garçon une scolarité gratuite, financée sur fonds publics, pour une durée de 12 années minimum.

L'environnement d'apprentissage doit aussi être à la fois sûr et inclusif.

L'UNESCO appelle à garantir des distances courtes entre le domicile des enfants et l'école, en particulier dans les zones défavorisées, et à ce que tous les établissements soient dotés d'un accès à l'eau et à l'assainissement

La BMW Série 5 30e aime les pros

La nouvelle Série 5 reçoit le renfort d'une motorisation hybride rechargeable lui permettant d'échapper au malus écologique. D'une puissance de 300 ch, cette version 30e promet près de 100 km en tout électrique et des consommations dérisoires. Est-ce le cas en pratique ?



La nouvelle génération de berline de luxe reçoit en ce début d'été le renfort de deux motorisations hybrides rechargeables, indispensables en France pour répondre à la fiscalité et appâter les professionnels, principaux clients de ce type de véhicules. La BMW 530e, à l'essai, associe un quatre cylindres 2.0 essence de 190 ch et un moteur électrique de 184 ch. L'ensemble cumule 299 ch et permet de rouler de 93 à 103 km en mode électrique selon les équipements choisis. Elle sera la version la plus prisée par la clientèle.

Toutefois, BMW a choisi de proposer également une variante plus puissante associant cette fois-ci un 6 cylindres à un moteur électrique. Cette version (que nous ne manquerons pas de tester) affiche une puissance cumulée de 489 ch. Dans les deux cas, c'est une batterie (type lithium-ion) d'une capacité de 19,4 kWh qui officie. Cet accumulateur est implanté sous le plancher et n'empiète pas sur le volume du coffre qui s'établit à 520 litres. La capacité de recharge a été doublée par rapport à la génération précédente. Elle atteint désormais 7,4 kW (AC). Comptez sur un plein d'électrons réalisé en 3h15 tandis que sur une prise de courant domestique il faut compter 11h45 de charge. La bavaroise ne peut accepter de recharge rapide, à l'inverse de sa concurrente, la Mercedes Classe E hybride capable d'encaisser jusqu'à 55 kW en DC.

À l'usage, l'hybridation n'est pas la plus agréable du marché. Les transitions entre électrique et thermique sont sujettes à des à-coups. On note également quelques trous à l'accélération lorsque le thermique est sollicité (comme si la boîte de vitesses cherchait le rapport), ce qui peut s'avérer dangereux quand il s'agit de se sortir d'un piège. Cette latence disparaît par la suite pour offrir



un niveau de couple musclé qui autorise des accélérations rassurantes en toutes circonstances.

Par défaut, la Série 5 fonctionne en hybride à travers 6 modes simplifiés mais assez gadgets. Hormis les Modes « Sport » et « Efficience » qui influent sur la réponse moteur, la direction, l'énergie envoyée et les suspensions, les autres modes se contentent de jouer sur l'ambiance lumineuse, l'affichage et le son. Il est possible de « forcer », la Série 5 en électrique mais il faut fouiller dans l'écran central. Même punition pour le réglage du freinage régénératif.

Avec ou sans batterie, une bonne sobriété

Au terme de notre essai, nous avons parcouru 80 km avant d'épuiser la batterie. Un score assez proche des valeurs d'homologation. Dans ces conditions, la consommation en carburant a rarement dépassé les 2 l/100 km. Une fois la pile à plat, la consommation moyenne en sans plomb a atteint 7 l/100 km sur un parcours mixte avec une grosse portion de voie rapide. Une sobriété qui permet à la berline allemande de se rapprocher des 1 000 km avec deux pleins (électricité+carburant) grâce à son généreux réservoir à essence de 60 litres. Dans ces

conditions les kilomètres défilent dans une totale sérénité, l'habitacle extrêmement bien insonorisé et les suspensions souples isolent les occupants dans un cocon.

Dès qu'elle sort de cet environnement, la Série 5 est logiquement pénalisée par son gabarit (5,06 m et 2 005 kg) et une direction sans saveur. Deux facteurs qui n'invitent pas à l'attaque. Le mode Sport, réduit tout de même l'inertie du véhicule mais il n'est pas conçu pour cela. La Série 5 demeure extrêmement sûre et équilibrée, mais on sent son poids élevé dans les changements d'appuis. De plus, lorsque ce dernier est engagé un son artificiel et très agaçant s'échappe des haut-parleurs (il est possible de l'arrêter). Enfin, à ceux qui emprunteront plus souvent les zones urbaines, l'on vous conseille de cocher l'option roues arrière directrices, facilitant grandement les manœuvres et l'agilité. Il est disponible avec le pack « Adaptative Pro » (2 500 €).

Une version dédiée aux pros

Son principal atout est fiscal. Ses émissions de CO2 homologuées à 13 g/km, lui permettent d'échapper au malus pour l'année 2024. Les entreprises y

ajoutent une exemption de la taxe annuelle sur les émissions de CO2, un plafond d'amortissement du prix de la batterie rehaussé et une carte grise gratuite ou demi-tarif, suivant les régions. La Série 5 30e est disponible en deux et 4 roues motrices, ainsi qu'en berline ou en break. Le premier prix débute à 71 600 € pour la berline en deux roues motrices. Cette « entrée de gamme » s'avère particulièrement complète avec de série les jantes aluminium 18 pouces, les projecteurs Full LED, les aides au stationnement avec caméra de recul, l'instrumentation 12,7 pouces et le système multimédia de 14,9 pouces avec réplique du smartphone et navigation, la sellerie cuir Vegan, le système audio 100 W, etc. Les tarifs eux se situent dans la moyenne du marché, entre une Audi 50 TFSi e et une Mercedes Classe E hybride.

L'intérieur de la Série 5, agréable à l'œil s'inspire de celui de la i7, avec en point d'orgue, une grande dalle numérique qui comprend deux écrans, Le premier pour le conducteur et le second pour le infodivertissement, lui aussi équipé du dernier système d'exploitation du groupe OS 8.5. La qualité et la fluidité des images et du son sont assurées par deux antennes 5G, voire quatre en option. Ce système comprend de multiples fonctions comme l'accès à AirConsole qui permet de jouer aux jeux vidéo lorsque le véhicule est stationné. Malgré quelques éléments bling bling à nos yeux comme ces touches de cristal sur les commandes, la qualité de fabrication, est irréprochable. Malgré un gabarit imposant, l'espace dédié aux passagers arrière est loin d'être extraordinaire. Ainsi, la place centrale est difficilement utilisable en raison de sa largeur réduite mais aussi de l'imposant tunnel de transmission. Bilan moyen pour le coffre avec un volume de 520 litres.

MESSAGERIE SÉCURISÉE

La présidente de Signal pointe l'hypocrisie de l'UE

Meredith Whittaker, présidente de Signal, dénonce les « jeux rhétoriques » de l'UE pour masquer ses efforts visant à briser le chiffrement de bout en bout via son projet de « chat control », soit la surveillance des conversations.

La présidente de Signal, Meredith Whittaker, fustige sans détour l'Union européenne sur sa volonté d'imposer un système de « contrôle du chat » qui rendrait obligatoire l'analyse des communications privées avant chiffrement. Selon elle, cette mesure cacherait en réalité un désir dangereux de saper totalement les protections du chiffrement de bout en bout, autrement connu sous l'acronyme E2EE (End to End Encryption) sous couvert de lutter contre la pédocriminalité ou le terrorisme. Si les concurrents les plus populaires de Signal, comme WhatsApp ou Telegram, ne sont pas encore sortis du bois, ce vent debout de la patronne de l'application indépendante pourrait faire boule de neige. Threema, une autre application de chat qui a fait de la sécurité son animal totem, appelle ses utilisateurs à la révolte.

Un « contrôle du chat » au nom de la sécurité voulu par l'Union européenne

En réponse aux attentats meurtriers comme celui d'Arras en 2023, l'UE souhaite interdire le chiffrement complet des conversations privées. Son projet de loi « contrôle du chat », qui pourrait être adopté dès le 19 juin 2024, obligerait les applications de messageries à détecter et signaler les contenus illégaux avant même de les chiffrer. Un moyen selon Bruxelles de combattre efficacement les réseaux pédocriminels ou terroristes, en s'arrogeant un droit de regard sur les échanges chiffrés. C'est en ce sens que planche une partie des députés européens, notamment sur le volet de la lutte contre la pédocriminalité. L'UE envisage en effet sérieusement de restreindre le chiffrement de bout en bout sur les messageries, prétextant la lutte contre la diffusion de contenus à caractère pédopornographiques en ligne. Le projet sur la table : forcer les utilisateurs à désactiver ce cryptage renforcé



pour permettre aux autorités de scanner les échanges à la recherche de contenus illicites. Refuser équivaldrait à une forme de blocage, avec l'impossibilité d'envoyer médias et liens. Un véritable « chantage » selon les défenseurs de la vie privée, qui dénoncent une mise en danger généralisée de la confidentialité sous couvert d'objectifs sécuritaires. Plus largement, il semble que l'Union souhaite se donner les moyens d'une forme de surveillance « légitime » des échanges privés, jugeant que le chiffrement intégral fait obstacle à cette surveillance pourtant jugée nécessaire pour prévenir et combattre diverses activités criminelles. Les instances européennes craignent que le déploiement généralisé du E2EE ne fasse « perdre aux forces de l'ordre la capacité de recueillir des preuves », les empêchant ainsi de protéger efficacement les citoyens contre les actes criminels.

Meredith Whittaker, patronne de Signal, vent debout contre l'UE et la fin de l'E2EE

Mais pour Meredith Whittaker, cette « modération des téléchargements », bien que rebaptisée, reste « un appareil de surveillance de masse ». « Rendre obligatoire l'analyse de masse des

communications privées compromet fondamentalement le chiffrement », tranche-t-elle dans un communiqué. Mais il semble qu'elle ne soit pas la seule à s'insurger contre ce vote à venir. En effet, elle partage sa position avec Threema, la solution de messagerie suisse, qui voit dans ce projet une grave menace pour la confidentialité. « Il n'y aura jamais de version Threema qui espionne ses utilisateurs », prévient l'entreprise, également très attachée au respect de la vie privée et des données échangées sur son application de chat par ses utilisateurs, n'excluant pas de quitter l'UE si la loi était adoptée. Interrogé par le site WebProNews, Matthew Green, professeur de cryptographie à Harvard, ne mâche pas ses mots, allant jusqu'à qualifier l'UE de « machine de surveillance de masse la plus sophistiquée jamais déployée en dehors de la Chine et de l'URSS ». Créer une telle « porte dérobée » reviendrait à briser en réalité tout le système de sécurité du chiffrement de bout en bout. « Soit il protège tout le monde, soit il est brisé pour tous », résume Meredith Whittaker, dénonçant des « jeux rhétoriques » de l'UE pour masquer sa réelle intention : établir un « appareil de surveillance de masse sans précédent ».

Microsoft retire Recall des premiers PC Copilot+

La fonction Recall controversée sera testée dans le channel Windows 11 Insider avant son lancement. Microsoft a décidé de supprimer la fonction Recall qui fait polémique de la première vague de PC Copilot+ et de la tester entièrement via le programme Windows Insider avant de la déployer sur les PC des clients. Dans un article de blog publié par Microsoft le 7 juin, et mis à jour le 13 juin, le fournisseur indique que Recall sera désormais disponible « dans les semaines à venir » en avant-première pour le programme Insider. « Nous ajustons le modèle de livraison de Recall afin de tirer parti de l'expertise de la communauté Windows Insider et de nous assurer que l'expérience répond à nos normes de qualité et de sécurité », peut-on lire dans le billet de blog, rédigé à l'origine par Pavan Davuluri, vice-président de Microsoft en charge de Windows et des appareils. Lancée en même temps que la première

vague de PC Copilot+, Recall était la fonctionnalité phare de la mise à jour Windows 11 installée sur les nouveaux terminaux. Utilisant les NPU des processeurs Qualcomm Snapdragon X Elite et des puces ultérieures d'Intel et d'AMD, Recall était une sorte de moteur de recherche pour PC basé sur la capture d'instantanés. En théorie, le concept de Recall était génial, mais son stockage nécessitait de grandes quantités d'espace. Les opposants se sont précipités sur le fait que Recall était activé par défaut, car il prenait constamment des instantanés du bureau et les stockait ensuite dans des emplacements facilement accessibles. Microsoft a alors déclaré qu'elle désactiverait Recall par défaut, qu'elle exigerait Windows Hello pour utiliser Recall et qu'elle exploiterait également le décryptage Just-in-Time pour sécuriser encore plus les données stockées. Microsoft a profité de cette occasion pour faire marche arrière et la dernière mise à jour la fait encore reculer.

Un casse-tête supplémentaire à gérer

L'éditeur affirme qu'il envisage toujours de « rendre Recall (preview) disponible pour tous les PC Copilot+ prochainement ». Mais l'entreprise ajoute que « cette décision doit être en accord avec son engagement à fournir une expérience fiable, sécurisée et robuste à tous les clients et qu'elle attend des retours supplémentaires avant d'offrir la fonctionnalité à tous les utilisateurs de PC Copilot+ ». Malheureusement, il semble que Microsoft a surtout réussi à mécontenter tout le monde : ceux qui espéraient tester et essayer Copilot+, y compris ceux qui ont acheté des PC Copilot+ en précommande, ne pourront pas y accéder ; et ceux qui détestent toujours le concept et qui sont toujours furieux que Recall devienne bientôt un autre casse-tête à gérer.

La justice US poursuit Adobe pour dissimulation des frais de résiliation

En cas d'annulation d'un abonnement à un service d'Adobe tel que Photoshop, les frais peuvent grimper jusqu'à plusieurs centaines de dollars. Le département américain de la Justice reproche à l'éditeur de les cacher aux utilisateurs allant jusqu'à évoquer une chausse-trappe. Adobe est pris dans une tempête judiciaire aux Etats-Unis. Le ministère américain de la Justice (DoJ) a intenté une action contre l'éditeur alléguant que les conditions de service pour des applications telles que Creative Cloud et Photoshop incluait des frais d'annulation qui étaient appliqués lorsque les consommateurs souscrivaient un abonnement d'un an. "Pendant des années, Adobe a porté préjudice aux consommateurs en les inscrivant à son plan d'abonnement par défaut, le plus lucratif, sans divulguer clairement les conditions importantes du plan", affirme le DoJ dans son action en justice, déposée auprès du tribunal de district de Californie du Nord. Adobe est passé à un modèle d'abonnement en 2012 et a commencé à demander aux clients de payer pour l'accès à ses logiciels de façon récurrente et non plus sur la base d'un paiement unique (licence perpétuelle). Plus précisément, le ministère de la Justice allègue qu'Adobe n'a pas divulgué le fait que la signature d'un plan "annuel, payé mensuellement" obligeait les consommateurs à s'engager pour une année d'abonnement ainsi qu'à payer des frais de résiliation anticipée "élevés", de l'ordre de plusieurs centaines de dollars. Adobe n'indique clairement les frais de résiliation anticipée qu'une fois que le consommateur a tenté d'annuler son abonnement, selon la plainte. Sinon, ces frais restent dissimulés derrière des alinéas et des liens hypertextes facultatifs. "Adobe dissuade ensuite les consommateurs d'annuler leur contrat en recourant à une procédure d'annulation onéreuse et compliquée, au cours de laquelle elle fait apparaître les frais d'annulation, selon le ministère de la Justice. "Dans le cadre de ce processus alambiqué, Adobe tend une embuscade aux abonnés en leur présentant l'ETF [indemnités de résiliation anticipée] précédemment caché lorsqu'ils tentent de se désabonner. Par ces pratiques, Adobe a violé les lois fédérales conçues pour protéger les consommateurs."

Des termes et conditions d'abonnement transparents pour Adobe

Dans un échange cité par le gouvernement, un consommateur fait état d'une "négociation" qu'il a menée pour résilier son abonnement. "J'ai correspondu avec Adobe par téléphone et par l'intermédiaire de leur service d'assistance en ligne plus de trois fois au cours des derniers mois pour essayer d'annuler mon abonnement", a déclaré le consommateur, cité par le ministère de la Justice. "Chaque fois que j'essaie d'annuler, il y a une négociation rigoureuse et au lieu de permettre à l'utilisateur d'annuler son compte, ils offrent deux mois sans frais". Le DOJ demande, entre autres, des amendes et une injonction permanente contre le comportement d'Adobe. Face à cette plainte et des réclamations de nombreux utilisateurs, Adobe a réagi au travers d'une déclaration : "Les services d'abonnement sont pratiques, flexibles et rentables pour permettre aux utilisateurs de choisir le plan qui correspond le mieux à leurs besoins, à leur calendrier et à leur budget. Notre priorité est de toujours veiller à ce que nos clients aient une expérience positive. Nous sommes transparents en ce qui concerne les termes et conditions de nos contrats d'abonnement et disposons d'une procédure d'annulation simple. Nous réfuterons les allégations de la FTC devant les tribunaux", a indiqué Dana Rao, conseiller juridique en chef et chief trust officer du groupe.

Mots fléchés

Ferme	↓		Posses- seurs de biens	↓		Choisies	↓		Paquet de papiers Le propre de l'Homme	↓		Incapa- cités de procréer	↓		Zieute	↓		Crochets Le plus grand fleuve avec l'Amazone	↓	
Saisies immobi- lières	→			→			→			→		Argon	→			→			→	
	↓			↓			↓			↓			↓				↓		↓	
Lapinières			Tuniques blanches			Haute coiffure	→								Thymus de veau	→				
	→		↓									Norme	→							
Divinité égyptienne	→					L'Estonie	→								Jamais publiée			Canal excréteur		
Petit chapeau	→					Rabais			Cité disparue dans la baie de Douarnenez			Endroit	→		↓			↓		
	↓											Humble rampant								Fatiguas
Pour le rugby, ils sont amenés par une voiture	→					↓		Peu de choses	↓		Boisson fermentée	→					Petit ruisseau	→		↓
Rongeur amphibie	→																Enlevèrent			
	↓							↓									↓			
											Écimés	→								
Indécis			Prénom de Baba	→					Attribua	→										
	→								Cube de bois											
	↓								↓		Établis- sement scolaire			Seigneurs féodaux	→					
											↓									
De naissance			Revenus réguliers Pays asiatique	→										Après bis	→					Destin
	→		↓											Site jordanien	→					↓
						Aride	→							Créateurs	→					
						Grasse														
Pied de vigne			Agence spatiale	→			↓		Fonction	→						Union des télévisions europé- ennes			Liquides vitaux	
	→		Nivelés						Ils sont du même avis							↓			↓	
	↓													Syntoni- seur Pèsent le contenant	→					
						Combat singulier	→							↓						
Chute populaire	→								Célèbres falaises Ce village a fusionné avec Rigny	→										
Durillon	→																			
	↓								↓											
						Préfecture des Pyrénées- Atlanti- ques Capture	→					Affluent du Rhin	→					Végétal		Deux fois un semestre
												↓								↓
Distance chinoise			Imaginer	→										Article		Centra	→			
	→													↓						
			Dégou- liner	→															Camarade	
			Grande école																	
			↓																	
Tremble- ment de terre	→										Sodium	→				Procla- mation	→			↓
Idée	→										Paresseux					Fleuve de Russie				
	↓										↓					↓				
									Astate	→					Arbre ornemental	→				
Qualité des huiles	→						Sport	→						Obtem- pérée	→					

6 morts et 245 blessés en 24 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 245 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus dans plusieurs régions du pays, durant les dernières 24 heures coïncidant avec le deuxième jour de l'Aïd El Adha, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna où trois personnes sont décédées et quatre autres ont été blessées dans deux accidents: le premier a eu lieu suite au renversement d'un véhicule léger sur la RN 3 dans la commune d'Ain Yakout, causant la mort de deux personnes et la blessure de quatre autres, et le deuxième dans la commune d'El Djazzar où un camion a heurté une personne.



LG Algérie apporte de la joie aux familles nécessiteuses à l'occasion de l'Aïd El-Adha

À l'occasion de l'Aïd El-Adha, LG Algérie réaffirme son engagement en tant que société citoyenne et solidaire en apportant son soutien à l'Association locale « Tala'i Al-Khair pour servir et réhabiliter les veuves et les orphelins », branche de la commune de Saoula. Cette année, LG Algérie a fait un don de veaux, dont la viande a été distribuée à 150 familles de la wilaya d'Alger. Cette initiative souligne l'engagement continu de LG Algérie à soutenir activement les initiatives locales en faveur des communautés défavorisées. En effet, ce geste s'inscrit dans une série d'actions caritatives menées par LG Algérie tout au long de l'année, visant à améliorer la qualité de vie des personnes dans le besoin.

La représentante de l'Association Tala'i Al-Khair a déclaré "Nous exprimons notre profonde gratitude à LG Algérie pour leur soutien dévoué envers les veuves et les orphelins, particulièrement en cette période de l'Aïd El-Adha. Leur contribution apporte un immense bonheur aux enfants et à leurs mères. Nous espérons que cette collaboration inspirera d'autres entreprises à se joindre à notre cause."

Fondée en 2020, l'Association Tala'i Al-Khair s'engage activement dans la protection et la réhabilitation des veuves et des orphelins, œuvrant pour leur offrir un meilleur avenir. Cette année, dans le cadre de la deuxième édition de son projet "Vœux pour les orphelins", l'association a sollicité le soutien de LG Algérie. Répondant avec générosité, LG Algérie a apporté un soutien significatif, illustrant son engagement envers les communautés les plus vulnérables.

En parallèle à ce soutien, LG Algérie a récemment fait don de 12 machines à laver aux enfants du Village SOS de Draria et prévoit également d'offrir des climatiseurs aux familles nécessiteuses dans le sud du pays. De plus, LG s'engage activement dans des initiatives écologiques, telles que des actions de nettoyage des forêts, soulignant son engagement envers un développement durable et responsable.

DJANET

«Tedjella», plat traditionnel très sollicité par les touristes

Le "Tedjella", un plat traditionnel de très grande popularité à Djinet occupe une bonne place dans la gastronomie du Tassili-N'Ajjer et s'impose comme un mets indétrônable et très sollicité aux menus proposés aux touristes convergeant vers la région du Tassili-N'Ajjer. Dans le souci d'assurer un séjour agréable aux touristes et de satisfaire leur curiosité gastronomique, les agences de tourisme et de voyages s'emploient à enrichir leurs menus en plats culinaires séculaires, dont notamment le plus répandu "Tedjella", mobilisant les meilleurs cuisiniers locaux pour assumer une double mission : préparer un mets ancestral de haute qualité nutritive et promouvoir la destination touristique saharienne. S'agissant de la préparation de ce plat qui tire sa notoriété de la qualité de ses composantes, l'on relève que ce mets est préparé à base de semoule, de viande rouge, chameau ou agneau, et de lentilles, assaisonnées d'une panoplie

d'épices d'une saveur impaire, ainsi que d'une galette cuite sous les cendres et le sable chaud durant une durée de plus d'une demi-heure, avant de les déterrer. Selon les explications fournies, ce plat, que les opérateurs touristiques vantent les mérites, car composé d'ingrédients riches et tonifiants, nécessite également la préparation d'une sauce, sorte de bouillon dans lequel sont mélangées des légumes saisonnières. Une fois prête, elle va imbiber la galette émietée.

"Apanage des habitants de la région"

Approché par l'APS, le chef-cuisinier Moussa Hammel, spécialiste en "Tedjella" à Djinet a avoué que ce plat est "l'apanage des habitants de la région car, il reflète leur attachement indéfectible à leur gastronomie séculaire". "Tedjella, qui est suivi de cérémonial de thé à la belle étoile dans une ambiance conviviale d'échange d'idées, témoigne également

de l'art de recevoir dans la région", affirme Moussa, appelé affectueusement par ses pairs et fans, "l'ingénieur-gastro-nome". De son côté, la nutritionniste Khadija Benalleul indique que le "Tedjella" constitue un repas complet car riche en éléments nutritifs nécessaires au corps humain. Les touristes rallient la région du Tassili N'Ajjer sur de longues distances pour découvrir les riches et diverses facettes d'une civilisation socio-culturelle ancestrale, et la gastronomie de la région fait partie de son histoire et du mode de vie qui permet aux habitants de la région de jouir d'une bonne santé. Pour l'expert en parcours désertiques, Sidi Mohamed Dochi, le "Tedjella" et d'autres mets "se sont imposés par la force des choses dans le quotidien des gens". "Ici, pour supporter de longues distances à pied, il est nécessaire de prendre des mets tonifiants qui assurent une bonne résistance à la faim".

PÉTROLE

Le Brent à plus de 84 dollars

Les cours du pétrole s'affaissaient légèrement mardi, retombant après leur poussée de la veille, de nouveau plombés par des inquiétudes sur la demande avant une reprise attendue par les analystes. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, cédait 0,20% à 84,08 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermedia (WTI), pour livraison en

juillet, flanchait de 0,22% à 80,15 dollars. "Après l'impressionnant bond" des prix hier, "la faiblesse actuelle" des cours semble n'être qu'une inversion temporaire des prix par rapport à la tendance du moment, motivée par des prises de bénéfices, estiment des analystes. La veille, le prix du baril Brent a bondi de 1,97%, tandis que celui du WTI s'est relevé de 2,40%. En outre, selon les

analystes, la récente "augmentation des stocks américains implique que la demande estivale n'a pas encore démarré", ce qui va dans le sens d'une baisse des prix. L'évolution des cours dépendra des prochains chiffres sur les réserves américaines publiés jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) au lieu de mercredi, en raison d'un jour fé-

rié aux Etats-Unis. "Il existe une conviction croissante selon laquelle les stocks mondiaux de pétrole commenceront bientôt à baisser, ce qui devrait soutenir durablement les prix du pétrole au second semestre", indiquent les analystes, et si le rapport de l'EIA "montre des baisses à tous les niveaux, cela suffira à faire remonter" les cours.

Le dollar en hausse face aux autres monnaies

Le dollar restait en légère hausse mardi, profitant encore des incertitudes politiques européennes et du fait que la banque centrale américaine pourrait ne procéder qu'à une seule baisse de taux cette année. Le billet vert montait face à la monnaie unique qui perdait 0,13% à 1,0720 dollar, mais aussi face à la devise britannique qui se dépréciait de 0,16% à 1,2684 dollar. Le dollar américain semble continuer "de

profiter des incertitudes politiques européennes, indépendamment des données et des discours de la Fed (Réserve fédérale américaine, ndlr)", commentent des analystes. Par ailleurs, "la Fed ne prévoit plus qu'une seule baisse des taux cette année, alors qu'elle en prévoyait trois au début de l'année", rappellent les analystes. Les investisseurs attendent désormais les données sur les ventes au détail pour mai ainsi que la production industrielle aux

Etats-Unis, plus tard mardi. Si ces données sont meilleures que prévu, "elles raviveront sans aucun doute le sentiment haussier à l'égard" du dollar, affirment les analystes. "Les perspectives de réduction des taux d'intérêt en septembre sont actuellement en suspens", rappellent les analystes, "ce qui rend les données économiques à venir très influentes".

EXPORTATION DE GAZ NATUREL PAR GAZODUCS

L'Algérie, deuxième fournisseur de l'Europe

L'Algérie s'est classée comme deuxième pays exportateur de gaz naturel par gazoducs vers l'Union européenne (UE), durant les cinq premiers mois de l'année 2024, selon le rapport du Forum des pays exportateurs de

gaz (GECF). La même source précise que l'Algérie a fourni 19% du gaz naturel exporté par gazoduc vers l'UE, se classant ainsi juste derrière la Norvège, qui occupe la première place avec une part de marché de 55%, alors que la Russie s'est classée à

la troisième place, avec une part de 18%, durant la même période. L'Italie a représenté à elle seule 71 % des exportations totales algériennes de gaz par gazoducs vers l'UE en mai. Tandis que les exportations algériennes vers l'Espagne ont

connu une hausse de 16% via le Medgaz. Pour rappel, la moyenne mensuelle en 2023 des exportations de l'Algérie vers l'UE a atteint 2,41 milliards de m3, contre une moyenne de 7 m3 pour la Norvège et 2,3 m3 pour la Russie.